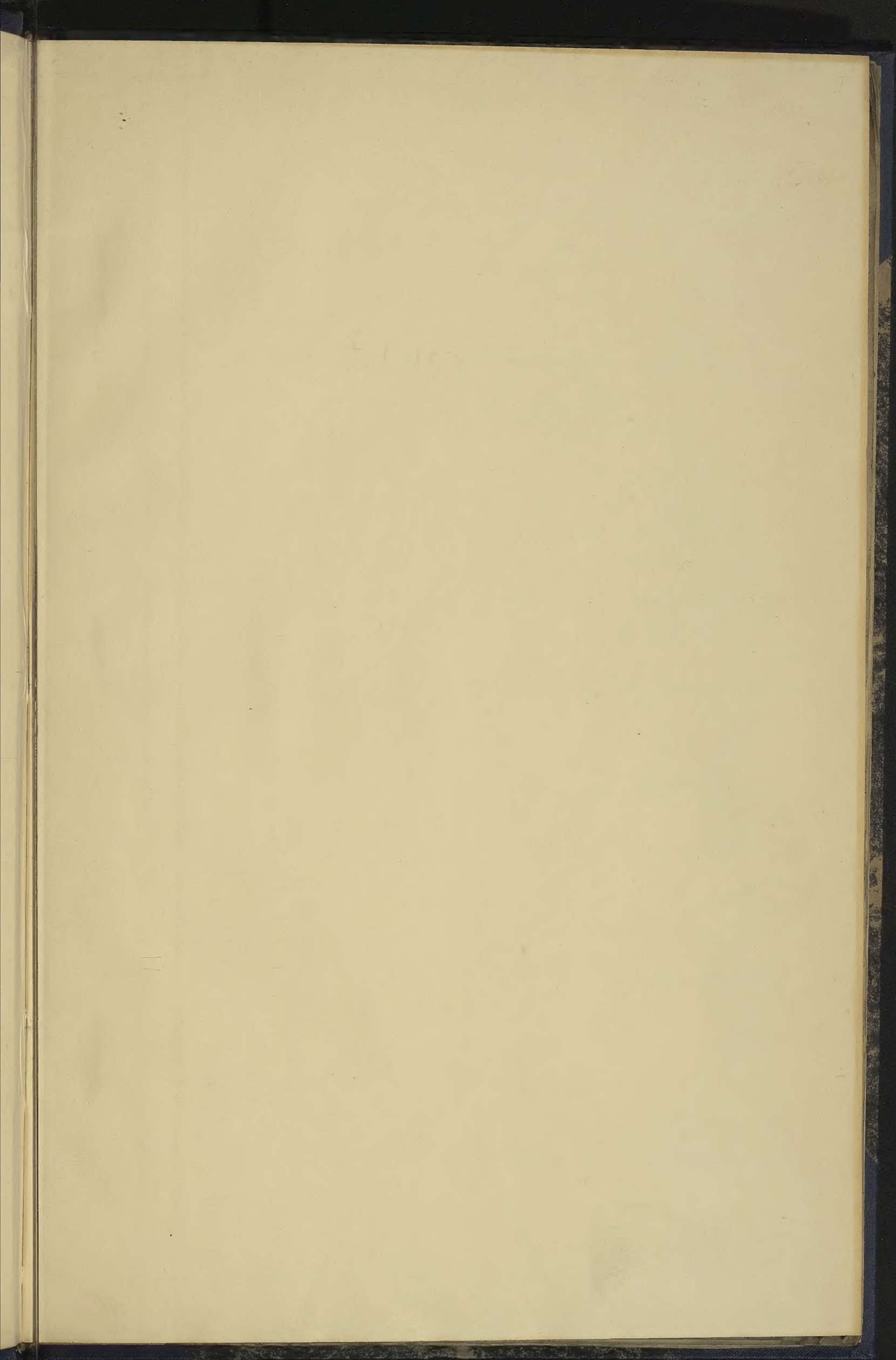




Dal Krzysztof Krzyskowski 1912 r.

Oprawa w r. 1938.

6366









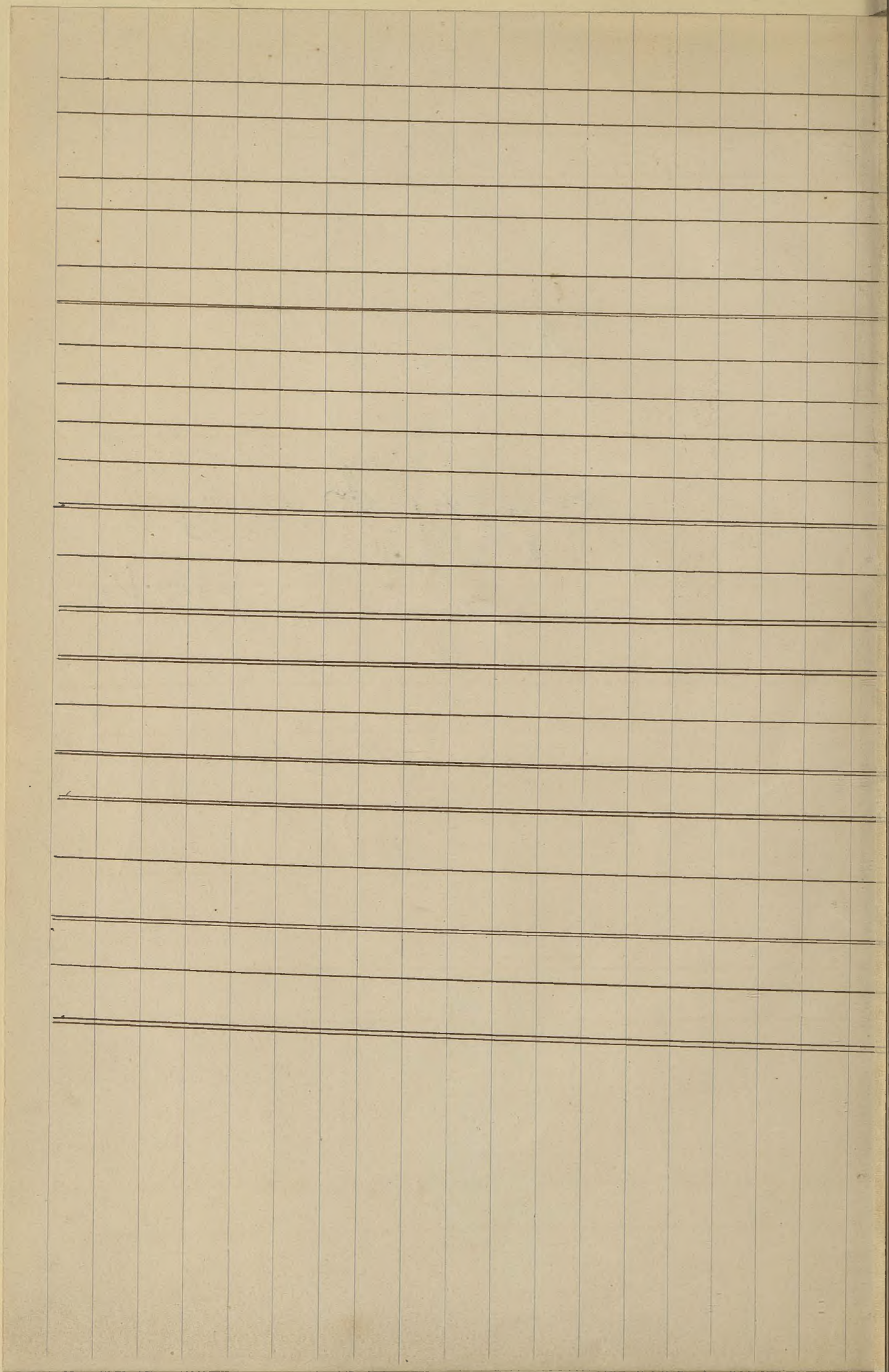
I  
1-6  
Dokumenty

odnoszące się do Izby  
Poselskiej w r 1818

5 arkuszy.

48







1818.

1

*Uwagi Gaby Roselskiej nad  
Rappaportem Rudy Sam.*

BIBLIOTEKA  
KAJETANA KRASZEWSKIEGO  
w Romanowie.



LIBRARY OF THE  
MUSEUM OF NATURAL HISTORY  
NEW YORK



2  
Sire.

Les représentants de la Nation honorés de la confiance de leurs compatriotes remplissent un de leurs devoirs les plus sacrés en déposant au pied du Trône du meilleur des Rois un tableau fidèle de la situation du Royaume. Ce tableau contenant en abrégé les observations très étendues dans leurs détails qui ont été faites à la chambre des seances sur le rapport du Conseil d'Etat et celui du Ministre de l'Intérieur ne présente que les objets les plus importants, vers lesquels il est de notre devoir de diriger l'attention du bienveillant Monarque.

En mettant de côté toute éloquence et toute espèce d'ornemens oratoires; en renonçant



renouant à toute introduc-  
tion, à tout préambule; il  
nous est bien doux de pouvoir  
commencer cet exposé par  
apporter à Votre très gra-  
cieux Souverain l'hommage  
de la plus vive reconnais-  
sance, pour avoir rendu au  
milieu des travaux et des  
fatigues de la guerre, cet édit  
mémorable de Trojes, qui a  
délivré notre patrie des  
contributions exorbitantes  
que la nation, en se confor-  
mant, peut être plus à ser-  
bonner intention qu'à  
ser faulx, s'étoit imposées  
elle-même à la Diète de  
1811.

Le génie tutélaire de Votre  
Majesté, veillant constamment  
sur le bien de la Pologne, sur-  
monta ensuite au Congrès de  
Vienne les obstacles qui s'éle-  
voient contre l'existence po-  
litique de ce pays.

La Charte constitutionnelle  
si généreusement accordée  
par





par Votre Majesté, en assurant  
les libertés et le bonheur de  
la Nation est un gage sur  
des destins brillants auxquels  
ne manqueront pas de par-  
venir sous l'égide puissante  
d'un Monarque si magna-  
nime les peuples soumis à  
Son sceptre glorieux.

Mais en procédant aux  
matières particulières et,  
avant de s'occuper de l'éla-  
men, du Rapport et du  
Verbleau présenter depuis  
l'époque de l'introduction  
du Gouvernement constitu-  
tionnel, il s'agit de souhai-  
ter, qu'il fut rendu compte  
des rentrées considérables  
des revenus publics effectués  
dans les années 1812 et 1813.

En revenant à la Charte  
constitutionnelle, nous osons  
déclarer à Votre Majesté avec  
franchise et confiance que  
tout acte contraire aux dispo-  
sitions y contenues menace  
la durée de cet œuvre im-  
morte l.



immortel de la sagesse et de  
la magnanimité de Votre  
Majesté et blesse douloureu-  
sement le cœur de la Nation  
si inviolablement attachée  
à la personne sacrée de son  
auguste Roi. Car il a été  
rendu des décrets qui se  
trouvent en contradiction ex-  
presse avec les articles 26  
et 91 de cette Charte, comme  
l'établissement, sans  
la participation de la Diète  
du monopole du sel et du  
tabac.

L'imposition arbitraire  
et anti-constitutionnelle de  
taxer sur les cabaretiers  
de Varsovie et d'autres Villes  
les ordres de fournir des voi-  
turiers et des gens pour de nom-  
breux travaux et enfin les  
corvées destinées à la confection  
et à l'entretien des che-  
mins publics, si onéreuses  
pour le pays, ainsi que les  
logements militaires qui  
ennuient les habitants  
La permission accordée aux  
monopoleurs



monopoleurs de faire la visite  
des maisons, est une preuve évi-  
dente de cette vérité. La même  
Charte constitutionnelle nous  
annonce que tout décret du  
Roi ou de Son Lieutenant se-  
rait contresigné par les Mi-  
nistres chefs de Département,  
lesquels étant responsables  
de leur signature à la nation  
ne doivent nullement agir  
en contravention à la Dite  
Charte.

Nous ne voyons par ce-  
pendant ces signatures dans  
les décrets?

Du 11 8bre 1816 portant or-  
donnance du Collège général des  
procureurs.

Du 10 Mai 1817 qui déter-  
mine que les affaires des  
autorités Russes servent ju-  
gées par voie administrative

Du 9 Septembre 1817 relatif  
aux vivres.

Du 11 avril 1817 qui saisit  
les Commissions palatinales  
de la connaissance des causes  
entre les particuliers et le  
Trésor



Trésor public. -

Le développement de plusieurs articles de la Charte constitutionnelle est également indispensable sur tout, celui des articles:

27. relatif à l'expropriation  
16. concernant la liberté de la presse.

18. qui maintient l'ancienne loi „ neminem captivabimus”

29. qui détermine que les emplois publics ne doivent être exercés que par des indigènes; ainsi que de tant d'autres si importants pour le pays, que Votre Majesté veuille sa protection bienveillante pour son fidèle peuple ordonner sans doute de développer, de surveiller et d'exécuter scrupuleusement l'esprit de la Charte.

Le décret par lequel les fonctionnaires publics sont déclarés candidats n'est aux fonctions, est également en contradiction expresse avec l'esprit de l'article 107 de la Charte -



## Charte constitutionnelle

Nous serions sans doute  
trop heureux de n'avoir à  
exposer au meilleur des Rois  
que des tableaux qui pour-  
roient être agréables à Son  
cœur paternel, mais les rap-  
ports si brillants présentés par  
le Ministre de l'Intérieur et  
le Conseil d'Etat, quoique  
flatteurs à plusieurs égards,  
partageant cependant le sort  
des choses humaines si éloi-  
gnées de toute perfection et  
soumises à tant de vicissi-  
tudes. Aussi sont-ils suscep-  
tibles d'une analyse parti-  
culière; qu'il nous soit donc  
permis d'y faire des observa-  
tions ultérieures.

Département des Cultes  
et de l'Instruction  
Publique.

### Le Clergé.

Les projets du Départe-  
ment des Cultes et de l'Instruc-  
tion publique exposés avec  
tant d'appareil, ne se sont  
point



point encore fait sentir de leur  
leur résultat. Nous sommes  
pénétrés de douleur en voyant  
que la démoralisation s'étend  
de plus en plus. Ce mal peut  
provenir en partie de ce que  
le clergé n'est pas en état  
de remplir ses devoirs impor-  
tants et sa grande destination.  
Car les réglemens civils sou-  
vent en contradiction avec  
la discipline ecclésiastique,  
en soustrayant à plusieurs  
égards les prêtres à l'autorité  
des évêques empêchent les  
derniers d'exercer utilement  
leur ministère et portent at-  
teinte aux lois de l'Eglise.  
L'organisation imparfaite  
des séminaires diminue le  
nombre des prêtres qui est déjà  
assez peu considérable, et me-  
nace les paroisses de manquer  
à l'avenir de Curés. Cet in-  
convénient peut avoir les suites  
les plus fâcheuses en affaiblis-  
sant et même en détruisant  
l'esprit de la morale Chré-  
tienne sur lequel est basé l'édi-  
fice



l'édifice de l'ordre social.

Le règlement des dîners, de cette pomme de discorde et de mesintelligence entre les propriétaires et les ecclésiastiques, déjà ordonné par un décret de Votre Majesté, n'a point encore été mis à exécution.

L'instruction publique.

Quant à l'éducation de la jeunesse elle-ci pour son bonheur futur auroit peut-être besoin d'une instruction plus solide dans la religion et dans la morale qu'elle ne la reçoit aujourd'hui dans les instituts publics.

Ces établissements quoiqu'ils procèdent avec célérité, ne sont pas encore assez nombreux.

Les écoles secondaires /wy. Dziedowice/ répondent un peu faiblement à leur but. Les livres élémentaires n'étant ni assez bas prix ni en assez grand nombre, empêchent en partie par leur nombre insuffisant les progrès



progrès des lumières.

Les professeurs devraient avoir un sort assuré pour l'avenir, et ils n'en devien-  
draient que plus zélés. Les écoles élémentaires qui sont d'une nécessité si absolue ont été introduites dans quelque endroit au préjudice des paysans et à leurs frais. Il est par conséquent à désirer qu'à la Diète prochaine il soit présenté un projet de constitution générale ou d'un impôt destiné à ces effets.

Les fonds de l'éducation exigeant une garantie constante, non sujette à aucune incertitude, doivent être assurés en totalité sur les bienfonds, et nous osons supplier Votre Majesté de vouloir bien donner son ordre en conséquence. Qu'à cette occasion il soit permis à la Chambre de remercier le génereux Monarque d'avoir créé l'université de Varsovie  
et



et de l'avoir dotée avec tant  
de libéralité. —

Le Culte de Moïse. —

Une organisation constante  
des Juifs est sûrement un ob-  
jet de la plus haute importan-  
ce. Cette race séparée du reste de  
la nation faisant déjà au-  
jourd'hui la septième partie  
de toute la population, menace  
d'inonder bientôt tout ce pays  
si elle n'est par réprimée  
par des moyens efficaces.  
Nous vous supplions par  
conséquent, sire, de vouloir  
bien dans votre haute  
sagesse, diriger votre attention  
vers cet avenir si alarmant.  
Le peuple juif est entièrement  
isolé par sa langue, sa reli-  
gion, ses lois, ses mœurs, for-  
me un Gouvernement dans  
un Gouvernement, une na-  
tion dans une nation; il  
s'accroît, s'augmente, se mul-  
tiplie énormément; en peu  
d'années il dépassera toute  
la population chrétienne,  
et il est difficile de prévoir  
le r



les suites qui peuvent résulter d'un phénomène si étrange dans la politique. Il est par conséquent de notre devoir de supplier Votre Majesté d'ordonner qu'il soit présenté à la séance prochaine un projet relatif à l'organisation des Juifs si indispensablement nécessaire pour la sûreté et la tranquillité du Royaume. En attendant il parait de toute nécessité que conformément aux anciens décrets ils soient totalement éloignés des Cabarets tant dans les villes que dans les campagnes et qu'ils soient assujettis à la loi du recrutement.

Département de la Justice.  
Un prompt développement du Département de la Justice est devenu un des premiers besoins de notre existence. La nouvelle organisation de l'ordre judiciaire promise et attendue avec tant d'impatience



D'impatience exige le dévelop-  
pement des articles 133, 143,  
146, 149 150 et 152 de la Charte  
constitutionnelle. Mais les  
Décrets:

Du 27 février 1816 qui sus-  
pend les causes contre le Tré-  
sor public

Du 11 Octobre 1816 portant  
création d'un collège géné-  
ral des procureurs et met-  
tant hors de la compétence  
des Tribunaux ordinaires  
la connaissance des causes  
entre le Trésor public et les  
particuliers.

Du 23 Novembre 1816 qui  
autorise la Délégation ad-  
ministrative à juger les  
causes entre le Trésor public  
et les particuliers, non  
d'après les lois du pays,  
mais d'après des disposi-  
tions et règlements prescrits  
à cette Délégation par les  
autorités administratives.  
Lesquels règlements et disposi-  
tions ont même force rétro-  
active



rétroactive.

Du 11 avril 1817 qui auto-  
rise les Commissions pala-  
tinales à juger les causes  
de cette nature

Du 10 Mai 1817 qui déter-  
mine que les causes des au-  
torités Russes doivent être  
jugées par voie administra-  
tive.

Du 18. Septembre 1817 qui  
statue de nouveau prin-  
cipal pour juger les causes  
entre le Trésor public et les  
particuliers, et étend l'art.  
441 de la procédure, quant  
au bénéfice de la Requête  
civile au delà du temps  
qui est déterminé pour les  
possesseurs contestés par  
le Trésor; tous ces Décrets  
portent atteinte à l'inde-  
pendance des Tribunaux  
et aux droits garantis par  
les articles 138 et 139 de la  
Charte Constitutionnelle

En conséquence le vœu  
général



général de la nation est que  
les susdits décrets soient  
rapportés, et qu'il n'en soit  
jamais rendu de pareils.

Il serait également à  
desirer qu'il fut préparé,  
pour être soumis à la délibé-  
ration de la Diète prochaine  
un projet de procédure civile  
et un autre d'instruction cri-  
minelle; ainsi qu'un projet  
de changement du Code civil.

C'est ici qu'il conviendrait de  
supplier Votre Majesté de  
vouloir bien tracer une  
ligne de démarcation fixe  
et qui ne puisse jamais être  
échangée entre les lois et les  
décrets et règlements.

Les premiers doivent être  
insérés aux Bulletins des  
lois, les autres devraient  
être publiés sous d'autres  
formes.

Département de l'Admi-  
nistration intérieure du Pays  
Cant de bienfaits reçus  
de



de Votre Majesté devraient sur-  
tout paroitre devant tout leur  
jour dans le Département de  
l'administration; cependant  
cette branche importante du  
Gouvernement n'a point enco-  
re fleuri suffisamment pour por-  
ter des fruits murs. Accumuler  
d'une multitude de réglemens  
de détail, les habitans s'éga-  
rent dans ce labyrinthe, et  
ces réglemens se contredisent  
souvent les uns les autres  
mettant les administrés dans  
l'impossibilité d'exécuter  
exactement les ordres du  
Gouvernement et donnent  
lieu à de nombreuses plai-  
tes contre les employés  
1<sup>o</sup> L'indemnité pour les denrées  
fournies aux troupes. Quant  
me nous est point encore par-  
venue.

2<sup>o</sup> Le transport des recrues  
aux chefs lieux des jurisdic-  
tions



palatinats est une <sup>charge</sup> considérable et coûteuse pour les habitants, tant par rapport à la répartition arbitraire de ces revenus que par les demandes indues de leur fournir des habillements.

Ces revenus ne devraient être renvoyés par les habitants qu'aux chefs lieux des Districts, et de là au frain du Gouvernement aux chefs lieux des Palatinats.

3. Le règlement arbitraire et trop exorbitant des corvées employées tant pour les routes que pour les fabriques en causant la ruine des habitants et de leurs attelages, a porté un coup mortel à l'agriculture et ne répond nullement au but but qu'on s'étoit proposé.

Quant à la dépense énorme jusqu'à 8,000,000 causée par cet objet, elle forme



forme un impôt trop onéreux pour les habitants et ne devrait être consentie que par Votre Majesté et les deux Chambres de la Diète.

4.<sup>o</sup> Les fournitures de denrées sont une charge non moins onéreuse. Cette charge établie pour peu de temps, pour un certain nombre de troupes, et dans un besoin pressant a été en quelque sorte convertie en un impôt stable d'autant plus onéreux, qu'il ne tombe exclusivement que sur les agriculteurs. Le cœur bien veillant de Votre Majesté daignera sans doute apporter, sous ce rapport, des soulagemens au pays, d'autant plus, que le nombre des troupes ne répond plus à la quantité de fournitures.

5.<sup>o</sup> Le système de contraintes suivi pour opérer la rentrée des impôts arriérés est une charge non moins pénible pour les habitants. En sur-

passant



surpassant en peu de temps  
par les frais qu'il cause  
le montant des impôts —  
même sur au Trésor il  
augmente l'indigence du  
contribuable, et est d'autant  
plus sujet à manquer son  
effet, qu'il double la quotité  
des arriérages dont le recou-  
vrement est sans cela impossi-  
ble.

6. La prospérité des villes si  
nécessaire pour le bien être du  
pays, a été préparée en par-  
tie par les réglemens finan-  
ciers de Votre Majesté, la  
généreuse libéralité qui a  
destiné un fonds perpétuel  
/clairing/ pour quelque une  
des villes, s'étendra sûre-  
ment aussi sur celles du  
second rang, et la construc-  
tion des casernes promise  
par le Conseil d'Etat, soula-  
gera infiniment ces villes  
quant à l'logement mili-  
taire.



militaires.

7. L'extension des avantages de la société d'assurance contre les incendies, surtout le pays, semble fort nécessaire. Mais cette extension ne doit pas être forcée.

La capitale a reçu de nombreux bienfaits, ses fonds ont été augmentés, des secours lui ont été prodigués. Elle offre de nouveaux édifices, de nombreux embellissements, mais il n'en est pas moins vrai que ces avantages sont dus aussi à un impôt anti-constitutionnel et même extrêmement haussé car il s'élève à mille florins annuellement par cabaret, et à un autre impôt dit pied fourré / Kopytkowe. Le premier contraire aux principes de l'administration établie sans aucune distinction et sans écart du revenu sujet à de nombreuses



nombreuses réclamations —  
n'échappera sûrement pas  
à l'œil vigilant de Votre  
Majesté qui veut que les  
lois soient observées. —

Les arts et l'industrie  
Quoique les fonds accordés  
par le Gouvernement pour  
l'établissement et l'accrois-  
sement de fabriques et at-  
eliers, ne peuvent, par enco-  
ffre des résultats tout à  
fait satisfaisants, le temps  
cependant qui perfectionne  
tout, couronnera aussi  
à cet égard les vues bien-  
faisantes de Votre Majesté.

L'introduction d'une  
meilleure race de bétail  
brebis et chevaux est une  
nouvelle preuve de la  
solicitude généreuse de  
Votre Majesté et contribuera  
sûrement à l'amélioration  
rurale dans cette partie si  
délicate pour elle. — La paix,  
Sire, ce don de la providence  
que Votre Majesté a rendue  
à



à notre pays, le couvrirait bien,  
ici de riches récoltes. —

Auguste. Bienfaiteur des  
Polonais! l'antique pays  
de la Pologne en proie à  
tant de désastres et jouet  
d'une fortune inconstante, va  
flourir sous le doux sceptre  
du plus puissant des Mo-  
naux, et en jouissant  
de l'avantage que lui pro-  
cure l'ôtre protection paternelle,  
il trouvera dans les traités  
glorieux conclus par Votre  
Majesté une garantie indis-  
cuttable de sa prospérité fu-  
ture. —

Un des premiers résultats  
de ces traités devroit être l'éta-  
blissement sur la Vistule d'un  
point de commerce qui af-  
franchiroit les champs fer-  
tiler de la Pologne du tribut  
qu'ils payent aux Monopo-  
leur étrangers en créant  
une compagnie considérable  
qui nous mènera même à  
profiter des relations commer-  
cialer nouvellement formées.

La



La foire de Varsovie qui donne  
de si belles espérances pour  
l'avenir peut devenir bientôt  
le centre de l'échange du com-  
merce oriental et occidental et  
les foires à établir dans les  
villes frontalières, et le nettoye-  
ment des rivières qui doivent  
être rendues navigables, peu-  
vent augmenter la circulation  
intérieure. / si ce projet est mis  
à exécution / et rendre à notre  
commerce son ancien état.

Puisse notre Pays avide de  
produits de manufactures é-  
trangères, trouver dans son sein  
ces objets de luxe transporter  
de loin, ou devenu économe,  
se former sur le modèle de la  
Suède et épargner ces depen-  
ses si peu nécessaires.

#### Des Mines.

Les sommes considérables  
employées aux mines, nous  
font espérer des résultats fa-  
vorables. Puisseient elles, sous  
la surveillance actuelle nous  
rapporter plus d'avantages  
qu'elles

qu'elles n'en ont rapporté  
sous leurs anciens directeurs  
et justifié ainsi la confiance  
que le Gouvernement a mise  
dans les personnes qui dirigent  
cette branche de l'administra-  
tion. -

### La Police.

La police réunie au Dépar-  
tement de l'Intérieur, moins  
peut être active dans notre  
pays qu'elle ne l'est à l'étran-  
ger, fournit peu d'observations.

Le besoin réclamerait cepen-  
dant une surveillance plus  
active qu'elle n'a été exercée  
jusqu'à présent par rapport  
au vol, et plus soignée  
relativement à l'exécution  
des réglemens concernant la  
circulation.

### Les Postes

Les postes dans notre pays  
peuvent être considérées plu-  
tôt sous le rapport de la  
commodité que sous celui de  
revenus publics; il seroit  
cependant à désirer que  
pour obtenir ce but les relais  
fussent



fussent pourvus d'un nombre  
suffisant de chevaux, car le ré-  
glement qui permet aux militaires  
de poster d'employer pour le  
service des postes des chevaux  
des habitants à certaines condi-  
tions, peut donner lieu à  
beaucoup d'abus. —

### L'armée.

S'il est des objets qui font  
naître des idées agréables,  
il faut avouer que c'est sur-  
tout lorsqu'on a à parler de  
l'armée nationale. Le senti-  
ment du Polonais y met une  
partie considérable de sa  
gloire. La patrie desolée par  
tant d'orages confiait plus  
d'une fois aux débris de cette  
armée l'étincelle de sa natio-  
nalité. Aujourd'hui, glorieuse  
d'avoir à la tête de ses plus  
vaillants un si illustre Chef,  
elle le remercie de leur belle  
tenue, d'avoir établi, et as-  
suré l'existence, des braves qui  
les composent; l'économie consi-  
dérable introduite dans l'ad-  
ministration de la guerre,  
la

la suppression des hôpitaux  
permanoir l'emploi d'un  
fonds si considérable à l'amélioration de l'état des veuves  
des guerriers morts sur le  
champ de bataille et des of-  
ficiers morts d'état de service,  
sont de nouveaux motifs de  
notre reconnaissance.

Le seul désir de la Nation  
à cet égard seroit, que ces  
utilités réglementaires converties  
en lois, conformément à l'art  
91 de la Charte constitutionnelle  
fussent devenir pour nous  
un souvenir éternel des  
grandes qualités et du devoue-  
ment de Son Altesse Impé-  
riale.

Département des finances  
Encore que l'administration  
des finances, soit présentée dans  
le rapport, sous des couleurs  
bien favorables, les tableaux  
qui s'y trouvent joints n'en  
font pourtant pas apprécier  
la perfection. Ces tableaux  
ne pouvant être considérés  
que comme un état de recettes

et



et des dépenses générales  
n'étant justifiées d'aucune façon  
à l'appui n'indiquent point si  
les recettes auroient dû être plus gran-  
des ou les dépenses moins considérables  
ne pouvoient par conséquent former  
un objet d'un examen approfondi.

Nous n'avons pu faire à cet égard  
que deux observations, la première  
qu'il y a des arriérés énormes;  
la seconde que la plus grande par-  
tie des recettes a été employée pour  
payer la liste civile. Aussi, faudrait-  
il qu'à l'avenir, si l'on veut sou-  
mettre à la Diète des exposés qui  
puissent fixer son attention et ins-  
pirer une juste confiance que la  
Cour de comptes y présente les états  
des recettes et des dépenses accom-  
pagnés de ses propres observations.

#### Les Domaines de l'Etat

Les Domaines et forêts de l'Etat  
cette belle et grande partie de la  
fortune publique évalués sur le  
le pied des revenus qui en sont cal-  
culés offrent une valeur au delà  
de deux cents millions, mais ils  
ne rapportent pas depuis longtemps  
les revenus qu'on a droit d'en at-  
tendre

attendre le changement fréquent  
de l'administration accompagnée  
toujours d'une augmentation de dé-  
penses et de résultats défavorables  
à cause d'une diminution très sensible  
des revenus et la ruine des Domaines  
même. La nouvelle organisation de  
forêts peut à l'avenir conduire à quel-  
que résultat avantageux, mais cha-  
gé d'après l'état actuel, en autorité  
séparée, elle a une influence marquée  
sur le développement de l'industrie de  
l'Etat. Les mesures par lesquelles les  
paysans des Domaines de l'Etat  
sont privés du droit de jouir des  
avantages forestiers, droit qu'ils  
possédaient depuis un temps im-  
memorial, le refus de leur accorder  
le bois de chauffage, les pâturages et  
les matériaux nécessaires pour les  
enclos et les bâtiments, convertissent  
les villages des paysans des biens de  
l'Etat en ruines et les forcent à  
abandonner leurs foyers.

L'Nation désirerait par consé-  
quent que les Domaines et for-  
êts de l'Etat qui forment une pro-  
priété publique si considérable  
fussent organisés à jamais soit en  
les



les mettant à bail perpétuel soit  
en les convertissant en un capi-  
tal inviolable. Le premier résul-  
tat de cette disposition seroit la sup-  
pression de l'administration des  
domaines et forêts de l'État, celle  
de la Délégation Administrative  
qui deviendrait alors inutile  
et qui est toujours anticonsti-  
tutionnelle, et celle du Collège  
général des procureurs si dis-  
pendieux dans ses nombreuses  
ramifications.

Ces domaines en passant entre  
les mains des particuliers seroient  
par ce moyen, considérablement  
améliorés et pourroient alors  
même servir le rapport général  
de l'économie politique appor-  
ter de plus grand avantage  
au Trésor.

Les Droits de Douane et de  
consommation

Ces branches considérables  
des revenus publics ont rappor-  
té plus qu'à l'ordinaire l'année  
dernière. Mais en améliorant  
le sort des employés de Douane  
et en leur assurant l'avance-  
ment

l'avancement, en établissant  
des droits fixes et modérés qui  
diminuent toujours l'envie de  
les frauder, ces revenus pourroient  
encore être considérablement  
augmentés.

Le Sel.

La sollicitude de Votre Majesté pour le bien être de cet fidèle et sujet nous avoit garanti par le traité de Vienne l'observation de la part de l'Autriche de l'ancienne convention obligatoire jusqu'à l'an 1820 en vertu de laquelle il nous devoit être délivré chaque année 500,000 quintaux de Sel; mais nous n'avons pas joui des effets de son intention bienfaisante de Votre Majesté; il a été postérieurement passé un contrat avec le Gouvernement Autrichien fixant le prix du sel à 11 flr. par quintal. Ceci joint au profit assuré au Monopoleur pour cinq ans et aux droits dûs au Trésor public a fait hausser exorbitamment le prix de cet objet de première nécessité; cet opération si vici-

le 14 1821



vexatious pour les habitants  
causent des plaintes générales.  
Le cœur paternel de Votre Majes-  
té daignera sans doute venir à  
notre secours dans une circons-  
tance si douloureuse.

### Le Revenu du Tabac

Quelque considérable et quelque  
sûr que soit le revenu du tabac  
pour le Trésor public, il ne  
sauroit pourtant être comparé  
au pécule qu'éprouve le pays  
par le dépérissement des plan-  
tations de tabac. Ce revenu affer-  
mé à un monopoleur entraîne  
des suites d'autant plus fâcheu-  
ses, qu'il est accompagné de  
graves inconvénients insépa-  
rables de toute manipulation  
d'un monopoleur. Mais cet  
obstacle à l'industrie sera pro-  
bablement levé par Votre Ma-  
jesté dès que l'état du Trésor  
sera amélioré.

### Cour des Comptes

La Cour des Comptes, ce  
contrôle général des Dépense-  
ments du Gouvernement, a  
deux principaux objets dans  
son

ser opérations? d'abord celui de  
miner les détails des comptes  
et puis celui de faire des recherches  
pour savoir, si l'on n'aurait pas  
du percevoir davantage et dépense  
ser moins? -

Cette cour est composée aujourd'hui en partie d'anciens fonctionnaires du trésor qui, n'ayant pas rendu les comptes des caisses principales confiées à leur disposition du temps du cédant Duché de Varsovie, sont maintenant tenus par la nature de leurs devoirs de les régler eux même les appurer et de donner décharge. Ce grand inconvénient entièrement contraire à l'esprit de l'établissement de cette autorité en détourne la confiance publique. Par conséquent il est de notre devoir de supplier Votre Majesté de ne faire employer à ces fonctions importantes que des citoyens qui avant d'y être appelés, n'auraient jamais eu à disposer de deniers publics. On pourroit les trouver en suivant l'esprit du décret de S. M. le Roi de Sardaigne du 1809. parmi les



12  
Les membres des Conseils de  
Palatinats ou de la représen-  
tation nationale, et un Sénat-  
teur honoré de la confiance per-  
sonnelle de Votre Majesté pourroit  
en être le Président.

Celles sont, Sire, les observa-  
tions que la chambre des Nobles  
présente avec respect et confiance  
au meilleur des Rois. Dirigée  
par le bien du pays, et connais-  
sant les sentiments magnani-  
mes de Votre Majesté, elle les  
a apportés comme au père  
de la Nation.

Maintenant aux demandes  
ci-dessus exposées relatives aux  
détails de l'administration  
publique, nous osons, en majorité,  
une à laquelle la Nation at-  
tache la plus haute importance  
c'est que la Charte constitu-  
tionnelle si gracieusement acce-  
ptée par Votre Majesté, ce gage  
sacré du bonheur et de la prospé-  
rité du pays, soit développée dans  
toute son étendue et scrupuleu-  
sement observée. —





Sire

Les représentants de la Nation honorés  
de la confiance de leurs compatriotes réunis  
plissent un de leurs devoirs les plus sacrés  
en déposant au pied du Trône du meilleur  
des Rois un tableau fidèle de la situation  
du Royaume. Ce tableau contenant en  
général les observations, très étendues dans leurs  
détails, qui ont été faites à la Chambre  
des Représentants sur le rapport du Conseil  
d'Etat et celui du Ministre de l'Intérieur  
ne présente que les objets les plus impor-  
tants vers lesquels il est de notre devoir  
de diriger l'attention du Bienveillant  
Monarque.

En mettant de côté toute éloquence  
et toute espèce d'ornemens oratoires  
en renonçant à toute introduction et  
tout préambule, il nous est bien doux  
de pouvoir commencer cet exposé par  
apporter à Notre très-gracieux Souverain  
l'hommage de la plus vive reconnaissance  
pour avoir rendu au milieu des tra-  
vaux et des fatigues de la guerre cet  
édit mémorable de Prages qui a  
voté notre patrie des contributions accu-  
blantes que la Nation, en se confiant  
peut-être plus à ses bonnes intentions  
qu'à ses facultés, s'était imposées  
elle-même à la Diète de 1811.

Le génie tutélaire de Notre Majesté  
veillant constamment sur le bien

BIBLIOTEKA  
KAJETANA KRASZEWSKIEGO  
w Romanowie.

De la Bologne surmonta ensuite au  
Congrès de Vienne les obstacles qui s'élevaient  
contre l'existence politique de ce pays.  
La Charte constitutionnelle généralement  
accordée par Votre Majesté en assurant  
les libertés et le bonheur de la Nation  
est un garant sûr des destins brillants  
auxquels ne manqueront pas de par-  
venir, sous l'égide puissante d'un Mo-  
narque si magnanime, les peuples sou-  
mis à son sceptre glorieux.

Mais en procédant aux matières  
particulières, et avant de s'occuper de  
l'examen du rapport et du Tableau  
présentés depuis l'époque de l'introduc-  
tion du Gouvernement constitutionnel,  
il serait à souhaiter qu'il fût rendu  
compte des rentrées considérables de  
revenus publics, effectuées dans les années  
1812 et 1813.

En revenant à la Charte consti-  
tutionnelle nous osons déclarer à Votre  
Majesté avec franchise et confiance  
que tout acte contraire aux disposi-  
tions y contenues menace la durée  
de cet œuvre immortel de la sagesse  
et de la magnanimité de Votre Majesté  
et blesse doublement le cœur  
de la Nation si inviolablement attachée  
à la personne sacrée de son auguste Roi.  
Car il a été rendu des décrets qui se  
trouvent en contradiction expresse  
avec les articles 26 et 91 de cette  
Charte comme :

l'établissement, sans la partici-  
pation de la Diète du monopole du

St



Sch et du Cabas. —

L'imposition arbitraire et anti-constitutionnelle de taxes sur les cabaretiers de Varsovie et d'autres villes. —

les ordres de fournir des voitures et des gens pour de nombreux travaux et enfin les corvées destinées à la confection et à l'entretien des chemins publics si onéreux pour le pays, ainsi que les logements militaires qui accablent les habitants. —

La permission accordée aux Monopoleurs de faire la visite des maisons est une preuve évidente de cette vérité. — La même Charte constitutionnelle nous annonce que tous décrets du Roi ou de son Reutenant seront contresignés par les Ministres chefs de Départemens, lesquels étant responsables de leur signature à la nation, ne doivent nullement agir en contravention à la dite Charte. —

Nous ne voyons cependant pas ces signatures dans les décrets :

Du 11 Octobre 1816 portant création du Collège général des procureurs. —

Du 10 Mai 1817 qui détermine que les affaires des autorités Russes seront jugées par voie administrative. —

Du 9 Septembre 1817 relatif aux Porvées.

Du 11 Avril 1817 qui saisit les Commissions palatinales de la connaissance des causes entre les particuliers et le Trésor public. —

Le développement de plusieurs Articles de la Charte Constitutionnelle est également indispensable surtout celui des Articles :

27 relatif à l'expropriation

16. concernant la liberté de la presse.

18 qui maintient l'ancienne loi  
"neminem captivabimus". —

29 qui détermine que les emplois publics ne doivent être exercés que par des indigènes ; ainsi qu'il de tant d'autres si importants pour le pays que Notre Majesté, vu sa protection bienveillante pour son fidèle peuple, ordonnera sans doute de développer, de surveiller et d'exécuter scrupuleusement dans l'esprit de la charte. Le décret par lequel les fonctionnaires publics sont déclarés candidats nés aux fonctions est également en contradiction expresse avec l'esprit de l'article 137 de la Charte constitutionnelle.

Nous serions sans doute trop heureux de n'avoir à exposer au meilleur des Rois que des tableaux qui pourraient être agréables à son cœur paternel ; mais les rapports si brillants présentés par le Ministre de l'Intérieur et le Conseil d'Etat quoique flatteurs à plusieurs égards partagent cependant le sort des choses humaines si éloignées de toute perfection et soumises à tant de vicissitudes. Aussi sont ils susceptibles d'une analyse particulière qu'il nous soit donc permis d'y faire des observations ultérieures.

---



21

Département des Cultes et de  
l'Instruction Publique.

Le Clergé

Les progrès du Département des Cultes et de l'Instruction Publique exposés avec tant d'appareil ne se sont point encore faits sentir dans leurs résultats. Nous sommes pénétrés de douleur en voyant que la démoralisation s'étend de plus en plus. Ce mal peut provenir en partie de ce que le Clergé n'est pas en état de remplir ses devoirs importants et sa grande destination. Car les réglemens civils souvent en contradiction avec la discipline ecclésiastique en soustrayant à plusieurs égards les prêtres à l'autorité des Evêques empêchent ces derniers d'exercer utilement leur ministère et portent atteinte aux lois de l'Eglise. L'organisation imparfaite des séminaires diminue le nombre des prêtres qui est déjà assez peu considérable et menace les paroisses de manquer à l'avenir de curés. — Cet état incertain peut avoir les suites les plus fâcheuses en affaiblissant et même en détruisant l'esprit de la morale Chrétienne sur lequel est basé l'édifice de l'ordre social. —

Le règlement des dîmes, de cette pomme de discorde et de méintelligence entre les propriétaires

Les ecclésiastiques déjà ordonnés  
par un décret de Votre Majesté n'ont  
point encore été mis à exécution

### L'Instruction publique

Quant à l'éducation de la jeunesse  
celle-ci pour son bonheur futur aura  
peut-être besoin d'une instruction  
plus solide dans la Religion et dans  
la morale qu'elle ne l'a reçue au  
grand'hui dans les Instituts publics.  
Les établissements quoique procédant  
avec éclat ne sont pas encore assez  
nombreux. Les écoles secondaires  
s. m. d. r. répondent un peu  
faiblement à leur but. Les livres  
élémentaires n'étant ni à assez bas  
prix ni en assez grand nombre em-  
pêchent en partie, par leur nombre  
insuffisant, les progrès des lumières.

Les professeurs devraient avoir  
un sort assuré pour l'avenir et ils  
n'en deviendraient que plus zélés.  
Les écoles élémentaires qui sont d'une  
nécessité si absolue, ont été intro-  
duites dans quelques endroits au  
préjudice des paysans et à leurs  
détails. Il est par conséquent à des-  
siner qu'à la Diète prochaine il soit  
présenté un projet de cotisation  
générale ou d'un impôt destiné  
à cet effet.

Les fonds de l'éducation episc.  
devraient être une garantie constante



non sujette à aucune incertitude, doivent  
être assurés en totalité sur les biens-fonds  
et nous osons supplier Votre Majesté de  
vouloir bien donner ses ordres en consé-  
quence. — Qu'à cette occasion il soit  
permis à la Chambre des Nonces de  
remercier le généreux Monarque —  
d'avoir créé l'université de Varsovie  
et de l'avoir dotée avec tant de libé-  
ralité.

### Le Culte de Moïse

Une organisation constante des juifs  
est sûrement un objet de la plus haute  
importance. Cette race séparée du reste  
de la nation faisant déjà aujourd'hui  
la septième partie de toute la popula-  
tion menace d'inonder bientôt tout  
ce pays si elle n'est pas réprimée par  
des moyens efficaces. Nous vous sup-  
plions par conséquent, Sire, de vouloir  
bien dans votre haute sagesse diriger  
votre attention vers cet avenir si allar-  
mant. Le peuple Israélite entièrement  
isolé par sa langue sa religion, ses  
lois, ses mœurs, forme un Gouverne-  
ment, dans un Gouvernement, une  
nation, dans une nation; il s'accroît  
s'augmente, se multiplie énormément;  
en peu d'années il dépassera toute  
la population chrétienne et il est  
difficile de prévoir les suites qui  
peuvent résulter d'un phénomène  
si étrange dans la politique. —  
Il est par conséquent de notre de-

voir.

voir de supplier Votre Majesté  
d'ordonner qu'il soit présenté à la Diète  
prochaine un projet relatif à l'orga-  
nisation des juifs si indispensa-  
blement nécessaire pour la sûreté et  
la tranquillité du Royaume. En  
attendant il paroit de toute néces-  
sité que, conformément aux anciens  
décrets, ils soient totalement éloignés  
des cabarets tant dans les villes  
que dans les campagnes et qu'ils  
soient assujettis à la loi de recrui-  
tement.

### Département de la Justice.

Un prompt développement du Dé-  
partement de la justice est devenu  
un des premiers besoins de notre exis-  
tence. La nouvelle organisation de  
l'ordre judiciaire promise et attendue  
avec tant d'impatience exige le  
développement des articles 133, 143,  
146, 149, 150 et 152 de la Charte consti-  
tutionnelle. Mais les décrets :

Du 27 février 1816 qui suspend  
les causes contre le trésor public.

Du 11 octobre 1816 portant créa-  
tion d'un Collège général des pro-  
cureurs et mettant hors de la com-  
pétence des Tribunaux ordinaires  
la connaissance des causes entre  
le Trésor public et les particuliers.

Du 23 novembre 1816 qui auto-  
rise la Délégation administrative  
à juger les causes entre le trésor

public.



public et les particuliers non d'après les lois du pays, mais d'après des dispositions et réglemens présentés à cette Délégation par les autorités administratives; lesquels réglemens et dispositions ont même force rétroactive.

Du 11 Avril 1817 qui autorise les commissions palatinales à juger les causes de cette nature.

Du 10 Mai 1817 qui détermine que les causes des autorités Russes doivent être jugées par voie administrative.

Du 18 Septembre 1817 qui statue de nouveaux principes pour juger les causes entre le trésor public et les particuliers et étend l'Art. 481 de la procédure quant au bénéfice de la Requête civile au de-là du tems qui y est déterminé pour les possessions contestées par le Trésor; tous ces décrets portent atteinte à l'indépendance des Tribunaux et aux droits garantis par les articles 138 et 139 de la Charte constitutionnelle.

En conséquence, le vœu général de la nation est que les sus-dits décrets soient rapportés et qu'il n'en soit jamais rendu de pareils. Il serait également à désirer qu'il fût préparé pour être soumis à la délibération de la Diète prochaine un projet de procédure civile et un autre d'instruction criminelle; ainsi qu'un projet de changement du Code civil.

C'est ici qu'il convient de

supplier

supplier Votre Majesté de vouloir bien tracer une ligne des démarcations fixes et qui ne puisse jamais être franchie entre les lois et les décrets et réglemens. — Les premières doivent être insérées aux Bulletins des lois les autres devraient être publiés sous d'autres formes. —

### Département de l'Administration intérieure du pays.

Tant de bons faits reçus de Votre Majesté devraient surtout paraître dans tout leur jour, dans le Département de l'Administration cependant, cette branche importante du Gouvernement n'a point encore fleuri suffisamment pour porter des fruits mûrs. Accablés d'une multitude de réglemens de détail, les habitans s'égarent dans ce labyrinthe et ces réglemens se contredisant souvent les uns les autres, mettent les administrés dans l'impossibilité d'exécuter exactement les ordres du Gouvernement et donnent lieu à de nombreuses plaintes contre les employés. —

1<sup>re</sup> L'indemnité pour les deux ou trois journées aux troupes Russes ne nous est point encore parvenue. —

2<sup>e</sup> Le transport de recrues aux chefs-lieux des palatinats est une charge considérable et coûteuse pour les habitans tant par rapport à la répartition arbitraire de ces recrues que par les demandes —



indues de leur fournir des habillemens.

Ces recues ne devraient être renvoyés par les habitants qu'aux chefs-lieux des Districts et de là, transportés aux frais du Gouvernement aux chefs-lieux des Salatinats.

3<sup>e</sup> Le règlement arbitraire et trop accablant des corvées, employés tant pour les routes que pour les fabriques, en causant la ruine des habitants et de leurs attelages a porté un coup mortel à l'agriculture et ne répond nullement au but qu'on s'étoit proposé. — Quant à la dépense énorme, puisqu'elle monte à 8,000,000 causée par cet objet, elle forme un impôt trop accablant pour les habitants et ne devrait être consentie que par Votre Majesté et les deux Chambres de la Diète.

4<sup>e</sup> Les fournitures de denrées sont une charge non moins onéreuse. Cette charge établie pour peu de temps pour un certain nombre de troupes et dans un besoin pressant a été en quelque sorte convertie en un impôt stable, d'autant plus accablant qu'il ne tombe exclusivement que sur les agriculteurs. Le cœur bienveillant de Votre Majesté daignera sans doute apporter sous ce rapport des soulagemens au pays d'autant plus que le nombre des troupes ne répond plus à la qualité des fournitures.

5<sup>e</sup> Le système de contraintes suivi pour opérer la rentrée des impôts arriérés est une charge non moins

pinible

précieux pour les habitants. En surpassant  
en peu de temps par les frais qu'il cau-  
se le montant des impôts mêmes dus  
au trésor, il augmente l'indigence du  
contribuable. et est d'autant plus sujet  
à manquer son effet qu'il double la quan-  
tité des arriérages dont le recouvrement  
est sans cesse impossible. —

6<sup>e</sup> La prospérité des Villes si né-  
cessaire pour le bien être du pays a été  
préparée en partie par les réglemens  
paternels de Votre Majesté. Sa généreuse  
libéralité qui a destiné un fonds per-  
petuel / rélarny / pour quelques-unes  
des Villes s'étendra sûrement aussi  
sur celles du second rang et la  
construction des casernes promise par  
le Conseil d'Etat soulagera infinie-  
ment ces villes quant aux logemens  
militaires. —

7<sup>e</sup> L'extension des avantages  
de la société d'assurance contre les  
incendies sur tout le pays semble  
fort nécessaire, mais cette extension  
ne doit pas être forcée. La capitale  
a reçu de nombreux bienfaits, ses  
fonds ont été augmentés; des secours  
lui ont été prodigués. Elle offre  
de nouveaux édifices de nombreux  
embellissemens; mais il n'en est  
pas moins vrai que ces avanta-  
ges sont dus aussi à un im-  
pôt anti-constitutionnel et même  
extraordinairement haussé / car  
il s'élève à mille florins annuelle-  
ment par cabaret / et à un autre  
impôt dit pied fourché / kopytkowé /



75

Le premier, contraire aux principes de l'administration, établi sans aucune distinction et sans calcul du revenu, sujet à de nombreuses réclamations n'échappera sûrement pas à l'œil vigilant de Votre Majesté qui veut que les lois soient observées. —

### Les Arts et l'Industrie

Quoique les fonds accordés par le Gouvernement pour l'établissement et l'accroissement des fabriques et ateliers ne <sup>soient</sup> pas encore offerts des résultats tout à fait satisfaisants le zèle, cependant qui perfectionne tout, couronnera aussi à cet égard les vœux bienfaisants de Votre Majesté.

L'introduction d'une meilleure race de bestiaux, brebis et chevaux est une nouvelle preuve de la sollicitude généreuse de Votre Majesté et contribuera sûrement à l'amélioration de l'économie rurale dans cette partie si décisive pour elle. — La paix, Sire, ce don de la providence que Votre Majesté a rendue à notre pays, le couvrira bientôt de riches récoltes; Auguste héritier des Polonais! l'antique pays de la Pologne en proie à tant de désastres et jouet d'une fortune inconstante va fleurir sous le doux sceptre du plus puissant des monarques et en jouissant des avantages que lui procure Votre protection paternelle, il trouvera dans les Traités glorieux conclus par Votre Majesté une garantie indubitable

De

de sa prospérité future. —

Mu des premiers résultats de ce traité, devroit être l'établissement sur la Vistule d'un point de Commerce qui affranchirait les champs de la Pologne du tribut qu'ils payent aux monopoleurs étrangers en créant une compagnie considérable qui nous mit à même de profiter des relations commerciales nouvellement formées.

La foire de Varsovie qui donne de si belles espérances pour l'avenir, peut devenir bientôt le centre de l'échange du Commerce oriental et occidental et les foires à établir dans les Willes de frontières et le nettoyage des rivières qui doivent être rendues navigables, peuvent augmenter la circulation intérieure. Si ce projet est mis à exécution, et rendre à notre commerce son ancien éclat. —

Puisse notre pays avide de produits des manufactures étrangères trouver dans son sein, ces objets de luxe transportés de loin, ou devenir économe, se former sur le modèle de la Suède et épargner ces dépenses si peu nécessaires. —

---

## Les Mines

---

Les sommes considérables employées aux mines nous font espérer des résultats favorables. Puisse-t-elle sous la surveillance actuelle nous rapporter plus d'avantages qu'elle n'en ont rapportés sous leurs



anciens directeurs et justifier ainsi la confiance que le Gouvernement a mise dans les personnes qui dirigent cette branche d'administration.

---

## La Police.

---

La police réunie au Département de l'intérieur, moins peut-être active dans notre pays qu'elle ne l'est dans l'étranger, fournit peu d'observations. Le besoin réclamerait cependant une surveillance plus exacte qu'elle n'a été exercée jusqu'à présent par rapport aux voleurs et plus soignée, se relativement à l'exécution des réglemens concernant la vaccine.

---

## Les Postes.

---

Les postes dans notre pays peuvent être considérées plutôt sous le rapport de la commodité que sous celui des revenus publics; il serait cependant à souhaiter que pour obtenir ce but les relais fussent pourvus d'un nombre suffisant de chevaux; car le système qui permet aux maîtres de poste d'employer pour le service de poste des chevaux des habitans à certaines conditions peut donner lieu à beaucoup d'abus.

---

## Armée.

---

S'il est des objets qui font naître des idées agréables il faut avouer que c'est surtout lorsqu'on a à parler de l'armée nationale.

Le

Le sentiment du Polonais y met  
une partie considérable de sa gloire.  
La patrie isolée par tant d'orages  
confiée plus d'une fois aux débris  
de cette armée à l'étincelle de sa na-  
tionalité. Aujourd'hui glorieuse  
d'avoir à la tête de ses phalanges  
un si illustre Chef, elle le remercie  
de leur belle tenue, d'avoir établi  
l'ordre et assuré l'existence des  
braves qui les composent; l'écono-  
mie considérable introduite dans  
l'administration de la guerre, la  
suppression des hôpitaux permanents,  
l'emploi d'un fonds si considérable  
à l'amélioration de l'état, des veu-  
ves des guerriers morts sur le champ  
de bataille et des officiers hors d'état  
de servir, sont de nouveaux motifs  
de notre reconnaissance. Le seul  
desir de la Nation à cet égard  
serait que ces utiles réglemens  
convertis en lois, conformément  
à l'art. 91 de la Charte Constitution-  
nelle, pussent devenir pour nous  
un souvenir éternel des grandes  
qualités et du dévouement de  
Son Altesse Impériale. —

---

### Département des finances.

---

Encore que l'Administration des  
finances soit présentée, dans le rap-  
port, sous des couleurs bien favo-  
rables, les tableaux qui s'y trouvent  
 joints n'en font pourtant pas

appercvoir



appercavoir la perfection. Les tableaux ne pouvant être considérés que comme un état des recettes et des dépenses générales n'étant justifiés d'aucune pièce à l'appui n'indiquent point si les recettes auraient dû être plus grandes ou les dépenses moins considérables ils ne pouvaient par conséquent former un objet d'un examen approfondi.

Nous n'avons pu faire à cet égard que deux observations; la première qu'il y a des arrérages énormes, la seconde que la plus grande partie des recettes a été employée pour payer la liste civile.

Aussi faudrait-il qu'à l'avenir si l'on veut soumettre à la Diète des exposés qui puissent fixer son attention et inspirer une juste confiance que la Cour des comptes y présentât en même temps les états des recettes et des dépenses accompagnés de ses propres observations.

## Les Domaines de l'Etat

Les Domaines et forêts de l'Etat cette belle et grande partie de la fortune publique, évalués sur le pied des revenus qui en sont calculés offrent une valeur au-delà de deux cents millions, mais ils ne rapportent pas depuis longtemps les revenus qu'on a droit d'en attendre. Le changement

fréquent

fréquent de l'administration accompagnée  
toujours d'une augmentation de dépenses  
et de résultats défavorables à cause  
une diminution très-sensible des re-  
venus et la ruine des Domaines mé-  
mes. La nouvelle organisation des forêts  
peut à l'avenir conduire à quelque  
résultat avantageux mais changée  
d'après l'état actuel en autorité se-  
parée elle a une influence marquée  
sur le dépérissement des Domaines  
de l'Etat. Les mesures par les quelles  
les paysans des Domaines de l'Etat  
sont privés du droit de jouir des  
avantages forestiers, droits qu'ils  
possédaient depuis un temps immé-  
morial; le refus de leur accorder le  
bois de chauffage, les pâturages  
et les matériaux nécessaires pour le  
cuelon et les bâtiments, convertissent  
les cabanes des paysans des biens de  
l'Etat en ruines, et les forcent à  
abandonner leurs foyers. —

La Nation désirerait par consé-  
quent que les Domaines et forêts de  
l'Etat qui forment une propriété pu-  
blique si considérable, fussent orga-  
nisés à jamais soit en les mettant  
à bail perpétuel soit en les convertis-  
sant en un Capital inviolable. Le  
premier résultat de cette disposition  
serait la suppression de l'adminis-  
tration des Domaines et forêts de  
l'Etat celle de la Délégation Admi-  
nistrative qui deviendrait alors  
inutile et qui est toujours anti-  
constitutionnelle et celle du Collège  
général des procureurs si dispendieux  
dans ses nombreuses ramifications.



Les domaines en passant entre des  
mains de particuliers seroient par ce  
moyen considérablement améliorés  
et pourroient alors, même sous le  
rapport général de l'économie poli-  
tique apporter de plus grands avan-  
tages au Trésor.

---

### Les droits de douane et de consommation.

---

Les branches considérables des re-  
venus publics ont rapporté plus qu'à  
l'ordinaire l'année dernière. Mais en  
améliorant le sort des employés de  
douane et en leur assurant l'avanc-  
ement, en établissant des droits  
fixes et modérés qui diminuent  
toujours l'envie de les frauder ces  
revenus pourroient encore être con-  
sidérablement augmentés.

---

### Le Sel.

---

La sollicitude de Votre Majesté pour  
le bien-être de ses fidèles sujets nous  
avait garanti par le Traité de Vienne  
l'observation de la part de l'autriche  
de l'ancienne convention obligatoire  
jusqu'à l'an 1820 en vertu de la-  
quelle il devait être délivré chaque  
année 500,000 quintaux de sel; mais  
nous n'avons point joui des effets de  
des intentions bienfaisantes de Votre  
Majesté; il a été postérieurement passé  
un contrat avec le Gouvernement  
Autrichien fixant le prix du sel  
à 11 fl. par quintal. Ceci joint  
au profit assuré au Monopoleur  
pour 5 ans et aux droits dus au

Trésor public a fait hausser exorbitamment le prix de cet objet de première nécessité. Ces opérations si vexatoires pour les habitants excitent des plaintes générales. Le cœur paternel de Votre Majesté daignera sans doute venir à notre secours dans une circonstance si douloureuse.

---

### Le Revenu du Tabac.

Quelque considérable et quelque sûr que soit le revenu du Tabac pour le Trésor public, il ne saurait pour tant être comparé aux pertes qu'éprouve le pays par le dépérissement des plantations de Tabac. Le revenu affermé à un monopoleur entraîne des suites d'autant plus fâcheuses qu'il est accompagné de graves inconvénients insupportables de toute manipulation d'un monopoleur. Mais cet obstacle à l'industrie sera probablement levé par Votre Majesté dès que l'Etat du Trésor aura été amélioré. —

---

### Cour des Comptes.

La Cour des comptes, ce Contrôle général des Départemens du Gouvernement a deux objets principaux dans ses opérations: d'abord celui d'examiner les détails des comptes et puis celui de faire des recherches pour savoir si l'on n'a pas dû percevoir davantage et dépenser moins. —



29

Cette cour est composée aujourd'hui en partie d'anciens fonctionnaires du trésor qui n'ayant pas rendu les comptes des caisses principales confiées à leur disposition du temps du ci-devant Duché de Varsovie, sont maintenant tenus par la nature de leurs devoirs de les régler eux mêmes — les appurer et d'en donner décharge. Ce grand inconvénient entièrement contraire à l'esprit de l'établissement de cette Autorité en détourne la confiance publique. Par conséquent il est de notre devoir de supplier Votre Majesté de ne faire employer à ces fonctions importantes que des citoyens qui avant d'y être appelés n'avoient jamais eu à disposer de deniers publics. On pourrait les trouver en suivant l'esprit du décret de Votre Majesté le Roi de Saxe du 1809 parmi les membres des Conseils de palatinats ou de la représentation nationale et un Sénateur honoré de la confiance personnelle de Votre Majesté pourrait en être le président.

Telles sont Sire les observations que la Chambre des Nobles présente avec respect et confiance au meilleur des Rois. Dirigée par le bien du pays et connaissant les sentimens magnanimes de Votre Majesté elle les lui apporte comme au père de la Nation.

Maintenant

Maintenant aux demandes  
ci-dessus exposées relatives aux  
détails de l'Administration publique  
nous osons en ajouter une à la  
quelle la nation attache la plus  
haute importance: c'est que la  
Charte constitutionnelle si gracieu-  
sement accordée par Votre Majesté  
ce gage-sacré du bonheur et  
de la prospérité du pays soit  
développée dans toute son étendue  
et scrupuleusement ob-  
servée. —



1800

1801

1802

1803

1804

1805

1806

1807

1808





Sire,

BIBLIOTEKA  
KAJETANA K. SZEWSKIEGO  
w Romanowie.

Le conseil d'état du  
Royaume de Pologne —  
ayant à tracer un tableau  
général de la marche de  
l'administration, d'après —

les comptes rendus par les  
commissions de gouvernement  
conformément à l'art 118  
du Statut organique de la  
représentation nationale doit  
dans ce travail reporter  
continuellement sa pensée  
vers ces temps difficiles, —  
dont le souvenir même serait  
accablant, s'il n'était —  
accompagné de l'image  
consolante de ce noble usage  
des droits de la victoire,  
qui seul pouvait tarir les  
larmes des vaincus, temps  
auxquels se rattache le  
premier motif de la reconnaissance  
des Polonais. Le rapprochement  
de ces temps désastreux avec  
l'état actuel des choses, —



32  
Servira de guide à l'opinion  
nationale. Les leçons du passé  
peuvent le mieux faire apprécier  
la situation présente et quiconque  
a éprouvé de grands malheurs  
ne doit point s'oublier au-  
sein du bonheur. —

Notre Majesté Impériale  
& Royale daigne se rendre  
au milieu de ses fidèles Sujets,  
elle vient s'asseoir sur ce  
trône de Pologne, relevé par  
son bras puissant, pour  
contempler l'ouvrage de  
sa bienfaisance. Ne refusez-  
pas Sire, de prêter une  
oreille bienveillante à la  
voix de la reconnaissance,  
ce premier résultat de vos  
bienfaits; permettez qu'elle

Soit entendue de l'Europe  
entière qui fixe sur nous ses  
regards attentifs afin que, —  
comparant l'expression de nos  
sentimens avec la grandeur  
de vos dons, elle ne nous impute  
à crime un silence involontaire  
que la rare modestie de —  
l'auguste bienfaiteur nous  
aurait imposé. Abandonnés,  
livrés à toute la rigueur  
du destin, n'ayant pour —  
compagnon constant de la  
sainteté de notre cause que  
l'infortune, nous présentions  
nos têtes aux coups dont —  
nous menaçaient les représailles  
d'une guerre sanglante, —  
lorsque les armées victorieuses  
de Votre Majesté Impériale



en mettant le pied sur notre  
Sol, nous apportèrent au lieu  
de la vengeance, le Salut et  
la Sécurité au lieu de la  
destruction. L'établissement  
d'un gouvernement provisoire,  
le choix des personnes qui  
le composaient, les principes  
qu'elles professaient, leurs soins  
actifs pour rassurer les  
esprits consternés, et rétablir  
l'édifice de l'ordre Social —  
qui s'écroulait de toutes  
parts, inspirèrent le premier  
sentiment d'une douce —  
consolation dans des cœurs  
livrés au désespoir et firent  
naître le premier rayon de  
l'espérance au milieu des  
horreurs d'un sombre —

orage qui semblait devoir  
nous engloutir,

et la voix de votre  
Majesté la religion se  
vit consolée. La justice se  
relevait du sceptre qu'elle  
avait laissé tomber, les  
sciences découragées se  
sentirent bientôt ranimées  
et à la magnificence des  
dons, ne tardèrent point à  
reconnaître leur protecteur.  
On ne vit plus pâlir l'innocence  
à l'aspect des cachots, ni  
à l'idée des persécutions  
auxquelles pouvait l'exposer  
l'imposture et la calomnie.  
La société outragée par  
les abus inouis de la force,  
se trouva sous l'égide des



lois et de la justice. Nos-  
jeunes guerriers opposaient  
encore sur un sol étranger,  
une résistance héroïque aux  
progresses des armées victorieuses,  
nos forts lançaient des —  
traits foudroyans contre ceux  
que la supériorité des armes  
avait déjà rendus arbitres  
de notre destinée; tandis que  
les soldats polonais devenus  
prisonniers de guerre, et  
dispersés dans les vastes —  
contrées de climat hostile  
retournaient libres et avec —  
sécurité au sein de leurs  
familles désolées.

Devenus bientôt par la  
force des armes maîtres de  
la capitale d'un peuple dont

dont la destinée fut liée de si  
près à la notre, Votre  
Majesté daigna prononcer  
sur le sort des débris de  
notre armée qui n'avait  
sauvé que la gloire de son  
pays lorsque son existence  
fut éteinte.

De vastes contrées  
habitées par des peuples  
ennemis, séparaient ces  
guerriers de leur patrie  
chérie, dont le sol leur  
était à jamais interdit; Il  
ne leur restait que —  
d'abandonner leur destinée  
aux vagues de la mer —  
pour chercher dans des  
îles incultes et sauvages,  
leur refuge et un asile.



au nom polonais, qu'aucune  
adversité ne pouvait arracher  
de leur cœur.

Sire, Vous avez  
déposé votre gloire, et les  
cœurs que n'avaient pu  
dompter les coups d'un  
Sort trop rigoureux, furent  
vaincus par l'attrait de  
vos bienfaits. Vous leur  
avez montré le but de leurs  
luttres sanglantes; Cette  
malheureuse pologne dont  
votre Majesté est devenue  
le défenseur & le soutien,  
en se plaçant comme  
médiateur entre elle et  
l'Europe entière. Vous  
leur avez ordonné de déployer

leurs étendards et de relever  
leurs aigles nationales et  
des peuples ennemis leur  
ont ouvert le chemin de  
leur patrie. Leur entrée  
dans la capitale entourés  
de tous les prestiges de votre  
bienveillance leur donna  
plutôt l'aspect de guerriers  
victorieux, que trahis par  
la fortune. Votre Majesté  
les a comblés des dons de sa  
munificence tutélaire, et  
voulant former de ces  
nobles restes de l'armée  
nationale un nouveau des  
nouvelles légions, vous  
en avez, Sire, relevé  
l'éclat en mettant à  
leur tête Votre Auguste



frère.

(?)  
est ainsi qu'au —  
milieu des hazards et des  
fatigues de la guerre dans  
xx des pays lointains, l'œil  
compatissant du Monarque  
magnanime, veillait sur  
x ce territoire conquis et —  
malheureux. Les dons, les  
Soulagemens, les consolations  
se suivaient sans interruption,  
jusqu'à ce que la puissance  
eût achevé et consolidé, ce  
que la bienfaisance et la  
justice avaient commencé.

Après en repoussant  
les attaques dirigées contre  
nous et déjouant les —

trames ourdies, Votre —  
constance Sire, sub-elle  
parvenue à pencher la  
balance du destin en faveur  
d'une nation que le Sort  
ne se l'assait point de  
persécuter; qu'un événement  
inattendu provoqua les  
peuples et les armées des  
Souverains réunis au  
Congrès de Vienne, à de  
nouveaux combats : —  
Reconnue Roi de Pologne  
par les puissances de —  
l'Europe, Votre Majesté  
n'a pas appelé ses —  
nouveaux Sujets à cette  
lutte imprévue. Votre  
puissance, Sire, n'en  
avait pas besoin, mais



1001  
votre autorité pouvait le  
commander.

Vous avez daigné  
épargner par là à deux  
peuples qui venaient de  
combattre dans les mêmes  
rangs, la triste et accablante  
nécessité de verser ce sang  
qu'ils venaient de répandre  
sous les mêmes drapeaux,  
et qui n'avait pas encore  
séché sur les lauriers et les  
cypres communs.

Sire, vous avez montré  
à découvert votre âme  
généreuse aux regards du  
peuple polonais, pour qu'il  
pût lire dans vos sentimens

élèves. Ses futures destinées et  
voir en quelles mains la Providence  
a confié son sort et le plus  
précieux héritage de ses  
ancêtres, l'honneur & la  
fidélité. J'ose n'avoir pas  
voulu Sire, exposer notre  
reconnaissance à la moindre  
atteinte et qui plus est —  
en autorisant l'hommage  
que nous avons rendu aux  
restes précieux de notre —  
héros, qui fidèle aux devoirs  
sacrés de l'honneur a —  
préféré de se laisser englober  
par les flots de l'Esther;  
plutôt que de le compromettre.  
Vous avez voulu montrer que  
les vertus pures, sont —  
seules dignes d'environner.



et d'orner votre trône,

Votre Majesté  
Impériale & royale  
n'a pas tardé de réaliser  
les espérances de son peuple,  
en lui manifestant les bases  
de la constitution dont il  
allait jouir, et en commit-  
tant à des personnes honorées  
de sa confiance et jouissant  
de celle de la nation, le soin  
de préparer un nouvel  
ordre des choses; Vous  
avez indiqué dans les règles  
qui leur furent prescrites  
tout ce qui pourrait assurer  
le bonheur de toutes les  
classes des habitans, —  
remédier aux vices du —

Gouvernement précédent, —  
Soulager la nation en —  
Simplifiant une administration  
trop compliquée dans toutes  
ses ramifications et en —  
même temps trop dispendieuse.

Si l'œil tutélaire de  
Votre Majesté a pénétré  
jusques sous le chaume  
villageois, guidée par —  
votre sensibilité généreuse,  
Vous croiriez Sir, votre  
ouvrage incomplet tant  
que Vous pourriez penser —  
que sous votre Sceptre  
bienfaisant, il se trouve  
encore des malheureux.

Pour tant de —  
bienfaits, la nation Polonoise



29  
N'avait Sire, à vous offrir  
que les expressions de la  
plus vive gratitude et des  
vœux ardents qu'elle —  
adressait au ciel en —  
implorant la Providence  
de protéger au milieu des  
dangers de la guerre que  
vous alliez affronter de nouveau  
les jours chéris du généreux  
bienfaiteur des Polonais,  
et d'accélérer ce moment —  
fortuné où ses fidèles Sujets  
pussent lui manifester les  
sentiments dont leur cœur  
était pénétré et dont ils  
ne pouvaient plus retenir —  
l'épanchement. Ces vœux  
ardents furent exaucés;  
Il arriva enfin ce jour —

attendu avec tant d'impatience  
Votre Majesté a paru  
au milieu de ses nouveaux  
Sujets, et ils pouvaient  
lire sur son front auguste  
l'expression de cette bonté  
\* inéfaillible qui la caractérise.  
Leurs transports éclatèrent  
pas seulement par des  
démonstrations trop  
souvent communes à  
\* la reconnaissance comme  
à la flatterie, prodigués  
également à la bienfaisance  
comme à l'orgueil, mais  
ils se signalèrent par  
des offrandes consacrées  
à l'humanité, au travail,  
à l'agriculture. Ils ne  
savaient que trop que



4.  
tout ce qui tend à opérer  
le bien, toucherait plus  
le cœur paternel de Votre  
Majesté que ce qui ne  
fait qu'exciter l'étonnement  
Vous vous êtes montré, Sire,  
la Charte Constitutionnelle  
à la main; oeuvre immortelle  
qui sera à la fois le  
monument de Votre gloire,  
la pierre angulaire de  
l'Édifice de notre prospérité,  
& une sure garantie de  
sa durée. L'autorité  
Souveraine de Votre  
Majesté appuyée sur  
la justice & la bienfaisance  
en attendant les prerogatives  
& les libertés nationales,  
donne un nouveau support

au Trône, dans l'amour  
et la reconnaissance des  
générations présentes et  
futures. Cette inaltérable  
si chère à tous les peuples  
et dont Vous avez accordé  
la jouissance à nos  
compatriotes, qui ont été  
avant nous, soumis à  
Votre Sceptre glorieux,  
Vous nous l'avez à jamais  
assurée, par un effet de  
Votre magnanimité; en  
un mot nous vous  
ôter Votre Majesté  
nous a comblé de  
bienfaits qui ont surpassé  
nos espérances.

Où —



Oui, Sire, Vous avez  
réalisé les vœux les plus  
chers des Polonais, mais les  
plaies de leur Pays ne sont  
pas encore cicatrisées.

Après une année  
de destruction à laquelle  
les sacrifices volontaires, &  
multipliés, dictés par  
l'enthousiasme universel  
des habitans, la nécessité  
de satisfaire à toutes les  
demandes immenses  
d'un militaire nombreux  
tant étranger que national,  
la guerre trois fois répétée,  
le passage, les combats de  
tous les peuples de  
l'Europe, leur retraite  
désastreuse ont contribué  
pour

tour à tour; Deux années  
de repos auraient pu à  
peine suffire pour calculer  
toutes les pertes; pour  
rechercher les moyens de  
guérir tant de maux; &  
nos efforts eussent été sans  
doute infructueux, si la  
main tutélaire de Notre  
Majesté prodiguant par  
tout ses largesses, n'avoit  
pas vivifié les sources  
tarissées de la prospérité  
publique.

Des villages dépeuplés  
par la guerre & les épidémies  
l'agriculture privée de  
bras, d'instruments  
aratoires, de bétail, le  
commerce interrompu, les



provisions des particuliers  
nécessaires aux premiers  
besoins de la vie prises en  
réquisition, les magasins  
publics dilapidés, les  
Caisses du Gouvernement  
vuidées & endettées, les  
propositions territoriales  
accablées de dettes & d'arrérages  
dus au Trésor, la confiance  
publique détruite, ces  
fonctionnaires publics  
abandonnant leurs postes  
au plus fort de la crise,  
d'autres profitant de la  
confusion générale pour  
commettre nombre d'abus;  
les instituteurs publics,  
les Ministres des cultes,  
les fidèles serviteurs de  
l'Etat

l'Etat sans recevoir le  
prix de leurs travaux, &  
sans moyens de subsistence  
les Domaines nationaux,  
l'unique héritage du  
Gouvernement entre les mains  
des fermiers, dont les uns  
ruinés par les calamités  
de la guerre, & les autres  
cherchant à profiter du  
désordre général, ne  
remplissaient point leurs  
engagemens envers le  
trésor public; le cantonnement  
d'une armée de réserve,  
composée de plus de 100,000  
hommes, bien disciplinée  
la vérité, & modérée dans  
ses demandes, mais trop  
disproportionnée à l'étendue  
d'un



d'un terroir borné; les revenus  
de plus de dix années anticipés  
et absorbés par l'entretien  
des magasins de vivres et  
les fournitures de toute espèce;  
Celle était, Sire, la triste  
situation du pays au  
moment où le Conseil  
suprême provisoire a pris  
les rênes de l'administration  
publique. Il est de notre  
devoir de lui payer publique-  
ment le juste tribut de  
notre sincère gratitude, pour  
l'emploi équitable de son  
autorité, pour ses efforts  
constants à soulager le  
pays, les soins qu'il a  
mis à faire succéder l'ordre  
au bouleversement général,

L

Et particulièrement pour les  
secours et la protection  
accordés aux lettres et aux  
sciences. Au milieu du  
tumulte des armées, ce  
Gouvernement ~~provisoirement~~  
~~provisoirement~~ en détournant bien de main  
des habitants de ce pays,  
fut par là même auteur  
de beaucoup de bien, mais  
comme, par la nature même  
de sa gestion interinale,  
et d'après l'état où se  
trouvaient les affaires  
politiques de l'Europe, ce  
Gouvernement n'était pas  
destiné à organiser défini-  
tivement notre pays, il ne  
pouvait s'appliquer à  
guérir



querir les anciennes plaies  
irritées sans cesse par les  
événemens courans. Dans  
le feu de la guerre, la guerre  
seule, & ses succès —  
devenaient nécessairement  
l'objet principal des soins  
de l'administration. Plus  
tard le passage des troupes  
qui revenaient de France,  
imposa de nouveaux efforts  
au pays déjà succombant  
sous le poids d'un concours  
de circonstances accablantes,  
mais la main protectrice  
de Votre Majesté J.<sup>le</sup> & Roy.<sup>le</sup>  
venait continuellement au  
Secours des malheureux  
en leur prodiguant de  
nouveaux bienfaits.

Vous  
( )

Vous avez daigné, Sire,  
soulager ce terroir désolé,  
en suspendant par Votre  
édit rendu à Troies, le  
recouvrement d'une partie  
des impôts & en en suppri-  
mant entièrement d'autres.  
Votre Majesté a dirigé ses  
regards compatissans sur  
notre agriculture; par Votre  
ordre souverain nos charrues  
furent pourvues des chesaux  
dont Vos légions pouvaient  
se passer. —

Vous avez fait cesser,  
Sire, par des dispositions  
sévères, les requisitions des  
convois militaires si —  
préjudiciables aux travaux  
agricoles, en faisant en  
même



même temps. ouvrir les portes  
 de Vos vastes États pour  
 soulager notre disette. Mais  
 il est dans la nature des  
 choses humaines, que l'effet  
 du remède n'est pas si prompt,  
 que les progrès du mal: les  
 résultats du bienfait sont  
 plus lents à se développer,  
 que les ravages d'une  
 calamité... La guérison  
 des plaies de l'État ne  
 pouvait être que l'ouvrage  
 de la paix, & d'un gouver<sup>nt</sup>  
 stable qui appelleraient tous  
 les vœux... — Grâce à la  
 haute sagesse de Votre Majesté  
 & à sa sollicitude paternelle  
 pour ses nouveaux sujets  
 & devenus ses enfans adoptifs.

ce

ce gouvernement fut —  
organisé; mais il se vit —  
Dès son installation accablé  
par une accumulation de  
travaux, résultant des traités  
conclus par Votre Majesté,  
& de la charte constitutionnelle  
même; les premiers ont  
donné au pays de nouvelles  
limites, de nouvelles relations  
de commerce, de nouveaux  
moyens d'arrangemens & de  
liquidation; la seconde une  
nouvelle forme aux autorités  
publiques, une nouvelle  
composition, & de nouveaux  
principes des assemblées  
politiques dont il est résulté  
de nouveaux soins qu'exigeait  
l'organisation de toutes les  
parties



parties du gouvernement,  
& les réglemens préparatoires  
pour cette représentation  
nationale qui environne  
aujourd'hui le Trône de  
Votre Majesté. Le gouverne-  
ment se trouva placé, entre  
les devoirs pressans, résultant  
des circonstances qui  
accompagnaient son  
organisation, & les soins non  
moins importants qu'appellait  
le pape, entre le besoin urgent  
d'introduire l'ordre, & la  
nécessité indispensable de  
soulager immédiatement  
le peuple. Il entendit dès  
le premier moment des  
plaintes, fruit des maux  
prolongés, & d'une longue  
atteinte

atteinte & le résultat de la  
juste confiance qu'inspirait  
un Gouvernement national.  
Ces plaintes portaient à sa  
conviction, & l'obligeaient de  
partager ses soins & son  
attention entre les difficultés  
résultant du passé, & les  
besoins que lui présentait  
l'avenir; pour faire cesser  
les uns, & pourvoir aux autres.

L'exposé de toutes  
les opérations du Gouverne-  
ment, que le Conseil d'Etat  
a l'honneur de présenter  
à Votre Majesté en forme  
de tableau général fera  
connaître, si ses efforts  
n'ont pas été au-dessous  
des moyens qui étaient  
en son



en son pouvoir — Voilà,  
Sire, l'esquisse abrégée  
du passé, & l'exposé fidèle  
des secours & des difficultés  
qui accompagnaient les  
opérations primitives de  
toutes les branches de  
l'administration publique.  
C'est donc à juste titre  
que les Comp<sup>tes</sup> de Gouver<sup>nement</sup>  
en rendant compte de leur  
gestion s'étaient de toutes  
ces considérations. Certes  
on ne saurait sans partialité  
leur en faire un  
reproche, & il importe sans  
doute de ne les point  
perdre de vue, si en  
examinant ensuite la  
marche & les résultats de

de leurs opérations l'on  
veut en porter un jugement  
basé sur la stricte justice.

L'ordre prescrit par  
la Charte constitutionnelle  
sera aussi celui d'après le  
quel nous tracerons l'exposé  
des opérations de ces deux  
années, dont les motifs &  
les résultats sont déjà  
connus à toute la nation.  
Votre Majesté <sup>gl.</sup> & <sup>R.</sup> <sup>ale</sup>  
après avoir pesé ces  
travaux dans la haute  
Sagesse daignera sans  
doute ordonner de les  
communiquer dans un  
tableau général à la diète  
qu'Elle a convoquée. Vous  
voulez.



voulez, Sire, pour satisfaire  
Votre Sollicitude généreuse  
connaître par la voie de  
cette assemblée nationale  
les résultats de Vos  
intentions bienfaisantes  
et l'opinion publique qui  
ne peut que les apprécier  
avec autant de justice  
que de reconnaissance.

Sous le Gouverne<sup>mt</sup>  
Du ci-devant Duché de  
Des Cultes & de l'Instru- Varsovie, les affaires concer-  
ction publique. nant les Cultes, & celles  
de l'Instruction publique  
ne faisaient qu'une  
branche du Ministère  
de l'Intérieur, quoique  
la Direction de l'éducation

plus isolée & présidée par  
un Chef particulier, pour  
former une autorité  
séparée.

Votre Majesté  
J<sup>e</sup> & R<sup>ale</sup> en élevant par  
la Charte constitutionnelle  
qu'Elle a daigné gracieu-  
sement accorder aux  
Polonais; ces deux Départe-  
ments les plus importants  
pour la Société au rang  
d'une Commission de  
Gouvernement. Séparé, a  
fait connaître à la nation  
& au Gouvernement, qu'Elle  
a créé, que ces deux  
branches d'administration  
étaient l'objet particulier de  
ses soins & de sa haute  
protection



146  
protection. Comme législateur  
leur ayant en vue le  
bien-être des générations  
futures, Votre Majesté  
n'a pas pu se dissimuler  
la nécessité de consolider  
les deux bases principales  
de la Société, la morale  
et les lumières, dont la  
première sert de support  
à la durée du Corps  
social, et les autres assurent  
sa prospérité.

Les temps de troubles  
ne sont favorables aux  
mœurs ni aux sciences;  
aussi sous le Gouvernement  
du Duché de Varsovie, on  
voyait pour ainsi dire

plus de bonne volonté, que  
des moyens de faire le bien  
plus d'efforts que de succès.  
Le fil des plus salutaires  
réglemens se rompait sans  
cesse entre les mains des  
fonctionnaires les plus  
zélés & les plus actifs.  
Les fruits de leurs travaux  
non encore parvenus à la  
maturité étaient détruits  
par la guerre, & ce que le  
zèle avait avancé, était  
reculé par les troubles,  
& les calamités.

C'était au calme de  
la paix, & aux destinées  
prochaines de ce pays  
ballotté par des orages  
continuels



continuels, ou plutôt à  
ce protecteur qui nous  
a accordés, & assure tant  
d'avantages inappréciables  
qu'il était réservé de  
donner une impulsion  
favorable à la culture  
des esprits que dans les  
siècles écoulés ne pouvait  
être qu'un objet des  
vœux impuissans. —





1200

1:

1:

1000

1000

1000

1000

1000





Count

1:

Count

1:

1:

1:

1:





... de l'Assemblée Nationale, le 17 Mars 1791, par lequel  
l'Assemblée Nationale a décrété, que l'Assemblée Nationale  
sera composée de l'Article 118 des Statuts de la République, et de  
Nationale

Après tel Ouvrage, l'Exposé sera fait, et l'Assemblée Nationale  
sera composée de l'Article 118 des Statuts de la République, et de  
Nationale. L'Assemblée Nationale, le 17 Mars 1791, par lequel  
l'Assemblée Nationale a décrété, que l'Assemblée Nationale  
sera composée de l'Article 118 des Statuts de la République, et de  
Nationale. L'Assemblée Nationale, le 17 Mars 1791, par lequel  
l'Assemblée Nationale a décrété, que l'Assemblée Nationale  
sera composée de l'Article 118 des Statuts de la République, et de  
Nationale.

... l'Assemblée Nationale, le 17 Mars 1791, par lequel  
l'Assemblée Nationale a décrété, que l'Assemblée Nationale  
sera composée de l'Article 118 des Statuts de la République, et de  
Nationale. L'Assemblée Nationale, le 17 Mars 1791, par lequel  
l'Assemblée Nationale a décrété, que l'Assemblée Nationale  
sera composée de l'Article 118 des Statuts de la République, et de  
Nationale.

Division de l'Ouvrage. En se raprochant, et en se rapprochant, le  
différence des opinions & des circonstances, de l'ordre su  
dans les discours, prononcés par le Ministre de l'Intérieur  
à l'ouverture de la session de l'Assemblée Nationale, & surtout  
à la séance du 17 Mars 1791, ainsi que les  
discussions de l'Assemblée Nationale, le 17 Mars 1791, par lequel  
l'Assemblée Nationale a décrété, que l'Assemblée Nationale  
sera composée de l'Article 118 des Statuts de la République, et de  
Nationale. L'Assemblée Nationale, le 17 Mars 1791, par lequel  
l'Assemblée Nationale a décrété, que l'Assemblée Nationale  
sera composée de l'Article 118 des Statuts de la République, et de  
Nationale.

Pape. L'Assemblée Nationale, le 17 Mars 1791, par lequel  
l'Assemblée Nationale a décrété, que l'Assemblée Nationale  
sera composée de l'Article 118 des Statuts de la République, et de  
Nationale.

l'alignement du boulevard, fait, les palanques réparées par les  
habitants à l'approche des troupes Russes, d'armes fondées  
sur le droit de la guerre qui m'a fait à la Russie la ville de  
de St. Hélyette, etc. etc. etc. etc. etc. etc. etc. etc. etc. etc. etc.

Il rappellera le jour même par la sonnerie du canon l'ordre de  
à son passage de la frontière; les ménagements observés envers  
les fonctionnaires & les habitants, les égards manifestés pour  
la position dans laquelle ils se trouvaient, alors, etc. etc. etc.  
du Roi de Prusse, la détermination des procédés de St. Hélyette  
à cette occasion, les précautions prises pour ne pas  
séparer les troupes dans le pays & pour en faire passer le moins  
possible par la capitale, parce qu'elle avait souffert le plus de  
derniers événements; la conduite exemplaire & la discipline  
rigoureuse observées par les troupes Russes, dès leur première  
entrée à Varsovie. — Il indiquera l'établissement du conseil  
supérieur, composé de la moitié des personnes qui forment  
le conseil de la commission des règles & les instructions que  
lui ont été données, comme les premières garanties, offertes  
par la Majesté de ses magnanimes intentions.  
Il dira, que loin d'avoir bouleversé les institutions,  
loin, les formes introduites, loin d'avoir ébranlé les  
fonctionnaires pour leur substituer d'autres, etc. etc. etc.  
à l'exception de tout ce qui est resté, on a conservé  
non seulement tous les fonctionnaires qu'on avait  
trouvés sur les lieux, mais on a aussi réintégré ceux qui  
n'avaient point quitté leur poste, sont venus insister le premier  
jour au jour de la persécution, aucune violence, aucun acte arbitraire.



une recherche vont être dirigés contre qui s'y est vu.  
Il esquissera l'état d'épuisement, de misère & de dépopulation  
auquel le pays se trouvait alors réduit; à la suite des efforts qu'on  
avait exigé, de lui pour contribuer à des guerres lointaines &  
ruineuses, pour fournir aux besoins des armées innombrables  
dont il avait été mandé, pour soutenir un état militaire hors  
de toute proportion avec ses moyens; à la suite de la mortalité  
provoquée par les épidémies, les fautes, les  
l'infirmité, que l'établissement & l'évacuation imprévoyante  
des troupes militaires y avaient répandue & par les  
maladies, les privations, les souffrances.

Il passera en revue les premières mesures ordonnées  
par V. M. Majesté pour venir au secours du pays, telles  
que la suspension de plusieurs taxes, comme les taxes d'usage  
la contribution foncière, l'ajout de des chemins, l'impôt  
la contribution personnelle, les patentes, l'impôt sur le débit  
des boissons dans les Caupagnes, l'impôt sur le vin, &c.  
les convois des subsistances, l'assistance de la Russie, les distribu-  
tions de chevaux parmi les cultivateurs, &c.

Il retracera la protection spéciale accordée aux prisonniers  
de guerre Polonois, qui ont obtenu toute la liberté & les moyens  
de retourner dans leurs foyers; les égards témoignés aux  
dépouilles de l'armée Polonoise au moment même où elle  
fut entièrement abandonnée à la fortune. Bien avant  
que le sort du Duché de Varsovie n'ait pu être prévu,  
on a conservé à cette armée sa formation, sa paye, ses  
grades, ses distinctions & elle devint l'objet particulier

soins de sa Majesté & de son auguste frère, qui ont le bonheur  
d'obtenir pour chef.

Dans tout le cours des négociations de Vienne devenues aussi  
longues que compliquées par l'ignorance & la malhonnêteté des  
côtés, on s'est vu obligé de combiner & régler sur la loi. D'après ce plan  
saurait peut-être de quel est à cette circonstance de la Majesté  
dans les intentions bienveillantes & la justice de l'Empereur; qu'on  
doit tout ce qu'ils ont obtenu de favorable, ce qui est encore  
sans plus d'un vain mot bien au-dessus de ce qu'ils méritent, mais  
flatter d'obtenir.

Lorsque l'Europe prit de nouveau les armes dans une lutte  
dont on ne pouvoit pas prévoir une aussi prompte issue,  
sa Majesté devenue déjà Souverain légitime du Royaume  
de Pologne, passa outre ses propres douleurs jusqu'à l'indifférence  
pour son pays & son peuple, le tout par l'obligation inévitable  
d'armement.

Le premier soin de Sa Majesté, en devenant Souverain  
de ce pays a été d'instituer un gouvernement provisoire  
composé de six lieutenants. La même attention bienveillante  
qui présida au choix des membres du conseil suprême, dicta  
également celui des membres du Gouvernement provisoire  
tous les anciens fonctionnaires, même ceux qui n'avoient  
plus espoir de s'élever, furent rappelés. Les anciennes institu-  
tions ont été maintenues & avant qu'une nouvelle constitu-  
tion, devant donner encore plus d'extension à ses preroga-  
tives nationales, ait pu être proclamée, les bases de  
cette même constitution ont été données.



provisoire pour règles invariables dans l'exercice  
du pouvoir qui lui étoit confié.

Après avoir ainsi rapporté les regards de l'Assemblée sur  
le passé l'orateur les ramènera sur le présent.

Il fera ressortir d'abord la supériorité de la Charte Constitution  
du Royaume de Pologne sur le Statut constitutionnel du  
Duché de Varsovie, sous le rapport de la nationalité des  
garanties générales relatives à la liberté des personnes,  
des consciences & des opinions ainsi qu'à la sûreté des  
propriétés, de la protection spéciale accordée au culte  
catholique sans déroger aux droits des autres Communions  
du royaume de la représentation Nationale de, attributions  
déléguées à la Diète & enfin, sous le rapport  
de l'ordre judiciaire dont la majeure partie est élisible.  
Il fera une analyse raisonnée des Statuts organiques  
& des principaux décrets rendus jusqu'à présent. Après  
avoir exposé l'esprit général de tous les actes du Gouver-  
nement, il passera aux dispositions particulières.

L'ordre le plus convenable à suivre en ceci, seroit  
celui des Ministères.

Intérieur & Instruction (c'est ainsi qu'en commençant par la Commission des  
publique). Intérieur & de l'Instruction publique, l'orateur fera une  
mention générale des négociations entamées avec le  
pouvoir asseoir l'organisation du Royaume sur  
sur les bases régulières, pour le développement de  
la religion, aux besoins de l'agriculture & aux convenances de la  
Il gardera des soins principaux de Gouvernement pour  
maintenir la tranquillité de tous les cultes dans la patrie

Il indiquera la sollicitude du gouvernement pour former  
des administrateurs dignes de leur auguste caractère au moyen  
de l'établissement, de la dotation & du régime des sciences.  
Il aura soin du complément qu'a reçu le nouveau système  
d'instruction publique par l'ouverture de bibliothèques de la  
bibliothèque & des différents livres de la bibliothèque affectés  
aux classes moins fortunées de s'instruire conformément  
à leur destination au moyen de l'établissement des écoles  
primaires et l'introduction d'une école d'après le système  
de l'école normale, ou de l'école de l'Université de  
Paris de l'université, à l'institut de Hofwyl, pour  
se il possible à leur retour former des instituteurs  
pour les autres parties de la nécessité imposée par l'état  
des exauciens préalables : à tous ceux qui se destinent au  
service public à acquiescer les connaissances requises par  
les études analogues à leur état.

ministère. L'opérateur se sera en suite adressé au Ministre de la Justice - il indiquera les principes suivis par le Gouvernement pour maintenir l'indépendance de l'ordre judiciaire reconnu solennellement par Sa. Majesté, comme la première sauvegarde de la sûreté des personnes & des propriétés; le respect religieux pour les lois existantes auxquelles il n'a été fait aucun changement.



Il n'exigera que si un Décret a été rendu par Sa Majesté  
pour apporter, quelques modifications, jugées indispensables, à  
ceux de Sa Majesté le Roi de Sardaigne sur le moratoire, le  
même Décret a réservé expressément à la première Diète.

le droit de statuer définitivement sur cette matière.  
Il parlera de l'Organisation du Tribunal Suprême en  
Sardaigne, tous les avantages qui résultent de sa  
composition actuelle, ainsi que de l'organisation, actuelle,  
ou à établir, de l'Ordre judiciaire. Institut. int.

Antérieur à la Police. En passant à la discussion de l'Antérieur - & de  
la Police l'orateur reprendra l'indication de l'état où le pays  
s'étoit trouvé au moment de l'introduction du régime  
constitutionnel pour établir une comparaison détaillée de  
l'état où il se trouve maintenant. Il fera observer, à cet  
égard, qu'il a vu la représentation législative de la Sardaigne,  
accroissement <sup>dû</sup> de la population, par suite de la tranquillité  
le plus absolu, en un mot de la sûreté qu'il accorde aux personnes  
& aux propriétés. des dispositions du décret sur le moratoire  
- lequel a établi des exemptions - comme il  
existe dans aucun pays, en faveur des Plages, les  
dites de la population, de l'accueil fait aux Colons étrangers  
Il pourra à cette occasion donner une idée de ceux qui  
se sont fixés dans le pays & de la manière dont ils  
ont pu venir à leur établissement.

Il fera remarquer les progrès de l'agriculture,  
l'assistance qu'elle a reçue par l'établissement de  
pauvres, par la fondation des instituts agricoles,

... l'indication des baux...  
Il payera le tribut de reconnaissance dû à la munificence de Sa  
Majesté pour l'établissement d'un horaire & d'un service  
de la poste de la plus belle race.

Il parlera des nouvelles sources de richesses...  
l'indication des mines...  
l'institution des universités  
aux soins de l'administration actuelle & qui a déjà produit de  
si utiles résultats.

Il indiquera le mouvement qui a été donné à la circulation  
par les entreprises de diverses espèces tant publiques que  
particulières, la liberté & l'extension du commerce garantissant  
la convention de Varsovie en exécution des traités de  
Tien-tsin la participation du capital & le succès de  
l'intérêt qui doivent leur servir.

Il indiquera l'augmentation de l'attraction de l'armement  
sur les relations de la France avec la Russie, les autres États de l'Europe  
du Nord, les États de l'Asie & les provinces du Gouvernement  
Impérial en lui ouvrant un nouveau débouché, & sur celles  
que l'on doit se promettre du nouveau système des Douanes  
qui a été le résultat de la prospérité croissante  
du pays. L'administration des postes, dont le revenu étoit autrefois  
suffisant autrefois pour couvrir les dépenses, & maintenant  
il en a été un excédant de recette, ce qui prouve  
d'un service mieux réglé qu'il ne l'avoit auparavant et  
Il fera mention des mesures prises par l'administration  
pour étendre & faciliter les communications intérieures,



travaux entrepris sur les rivières pour les rendre naviga-  
bles & pour préserver les pays des inondations; du nouveau  
système des routes; de la régularisation des fleuves. Il fera  
tirer tous les avantages pour le pays & tous les allégemens  
pour les contribuables, sur les dépenses faites par le Gouvernement  
posées dans la décision de Sa Majesté du 25 Décembre 1817  
relative à ce dernier objet. 1818.

Il traitera des soins particuliers que le Gouvernement  
s'est donné pour relever les faibles qui leur assurent  
de la sorte ainsi qu'il a été dit, les avantages pour leurs  
enfants. Il citera la dotation de la ville de la soie, les  
avances, qui lui ont été faites, ainsi qu'à la ville de  
Nantes pour la construction des nouvelles maisons, le  
bienfait accordé aux habitants de Nantes par la suppression  
de ses fortifications, par la distribution  
des terrains qu'elles occupoient & par l'abandon qui a été  
fait en faveur de ces habitants d'un fond spécial, destiné  
à leur indemniser complètement des pertes dont ils n'auront  
pas attendu le remboursement qu'après l'achèvement de  
la liquidation générale de dettes de l'état, sans leur imposer  
cette condition que celle de se conformer, dans la reconstruc-  
tion de leurs maisons, à un plan examiné & approuvé par  
Sa Majesté Elle-même & réunissant la beauté du coup  
d'œil à la commodité & aux convenances des habitants.

Il indiquera le minimum d'embellissement, d'ordre & de propreté  
qui doit être observé dans les rues, les places, les parcs, les  
les mesures d'hygiène, d'ordre & de police qui ont été prises  
pour améliorer le logement sur les domestiques pour  
rendre le séjour des villes plus agréable & plus  
agréable.

Guerra.

L'ordre de l'administration continuant à s'améliorer  
 pendant la guerre, je commencerai par rendre hommage aux  
 qualités éminentes du Commandant en Chef. Il fera sentir  
 que c'est à ses soins persévérants à son intérêt bien  
 entendu que nous devons tout ce que nous sommes et  
 que nous sommes l'état florissant de l'armée, l'abondance  
 de sa solde, de son équipement, de sa provision de  
 les manœuvres, de cette sécurité de l'empire qui nous a  
 si complètement libérés des pillards habitans que le présent  
 s'élève à leur tour nous permet d'attacher les officiers  
 de nouveaux motifs de patriotisme et de cette économie dans les  
 dépenses et de cette organisation de la comptabilité qui donne à  
 les moyens de pouvoir plus libéralement et en même  
 temps à moins de frais à tous les besoins de la troupe  
 et de la garnison à nos soldats, à nos officiers, à nos  
 officiers.

Il sera établi à cette occasion une comparaison  
des sommes relatives assignées par les états du Duché de  
Caracrie aux dépenses militaires et aux dépenses civiles  
relatives à cette dernière, avec les améliorations  
et les dépenses pour la navigation publique avec les  
sommes en conséquence des états actuels.



Il y a eu, en effet, une grande amélioration dans la situation militaire à tous égards, les camps nationaux, dont l'établissement, si récent, pour ainsi dire, avait donné lieu à tant de réclamations, et dont le service si peu utile et imparfait, en partie, qu'il occasionnait, a été remplacé en partie par les troupes de ligne, et en partie par le corps de Vétérans. Les Gardes nationales nouvellement organisées, d'ailleurs, par leur armement combiné et adapté pour servir de concilier les besoins du service militaire avec ceux de l'Administration civile.

Il conclura à l'Assemblée le projet d'un  
ministère de la guerre de l'ordre du règlement des loyers  
militaires - de la conversion en Casernes de plusieurs  
bâtimens et de la construction des nouvelles. Il serait  
bon, s'il présentait un aperçu de la diminution du prix  
des loyers militaires, réduite par les deux mesures  
ci-dessus mentionnées en l'appuyant sur les  
militaires qui ne jouissent plus de loyers privilégiés et  
sur les places de la casernes.

Il leur sentir le bien immense qui résulte pour  
l'Agriculture du jugement sur les transports intérieurs.  
Et la rigueur avec laquelle il s'exerce :

St. ...

Il y a une autre cause du retard de l'agriculture  
dans les colonies, c'est la difficulté de se procurer  
les engrais nécessaires, qui d'ordinaire sont  
trouvés en abondance dans les colonies, et qui sont  
d'ordinaire dans un état de dégradation, et d'augmentation de la  
population qui doit s'en suivre.

Il y a une autre cause du retard de l'agriculture  
dans les colonies, c'est la difficulté de se procurer  
les engrais nécessaires, qui d'ordinaire sont  
trouvés en abondance dans les colonies, et qui sont  
d'ordinaire dans un état de dégradation, et d'augmentation de la  
population qui doit s'en suivre.





... facile des motifs d'ordre public, qui, par leur  
... succombant, répandre la démoralisation parmi  
... classes, ainsi qu'on le craignait. Dans le  
... genre de service était le mieux organisé et le  
... et la plus sûre.

## Finances et Trésor.

En passant au Département des finances  
et du Trésor, l'attention se porte d'abord sur la loi  
du 28 mai 1836, dans le rapport de la Commission  
des finances et du Trésor en date du 24 juillet  
1836. qui accompagnait le projet de loi sur  
les finances voté en 1835 et 1836. Le 20  
mars, et au Conseil d'Administration le 3 mai 1836  
et dans la séance de Sa Majesté du 24 mai 1836  
relative à la proposition de la loi sur son  
l'ouverture, entre le premier Budget général ou loi  
des finances que Sa Majesté s'est réservée  
d'établir par l'Art. 162. De la Charte et les lois  
annuels de recette et de dépenses qu'Elle a décrets  
jusqu'à présent.

Il expose ...









Count

London

18

42



L'industrie nationale en France, sous l'empire  
à la monarchie et sous la république, a eu pour but  
de maintenir les sources de circulation. Il s'agit donc  
telle est l'importance des autres sortes à l'égard des monnaies  
de l'économie nationale du pays, et de la monnaie  
qui est la base de l'économie nationale. Il s'agit donc  
de la circulation de la monnaie, et de la circulation  
de la monnaie, qui est la base de l'économie nationale.  
Il s'agit donc de la circulation de la monnaie, et de la circulation  
de la monnaie, qui est la base de l'économie nationale.  
Il s'agit donc de la circulation de la monnaie, et de la circulation  
de la monnaie, qui est la base de l'économie nationale.

Il s'agit donc de la circulation de la monnaie, et de la circulation  
de la monnaie, qui est la base de l'économie nationale.  
Il s'agit donc de la circulation de la monnaie, et de la circulation  
de la monnaie, qui est la base de l'économie nationale.  
Il s'agit donc de la circulation de la monnaie, et de la circulation  
de la monnaie, qui est la base de l'économie nationale.

Pour terminer l'acte confirmant de son Trésor  
 le Prévôt exprime le pouvoir qu'il a de cept. l'acte  
 les biens révoqués par le pape et l'empereur  
 sur le pape et qu'il a de cept. l'acte  
 des Comptes.

Elle donne en outre une analyse raisonnée et critique des projets de législation civile et commerciale qui sont présentés à la Diète.

Il leur en a écrit dans les termes les plus  
convenus leur nécessité et le bien qu'on attend de  
leur adoption. Il fera remarquer l'usage que l'Empereur  
de Sa Majesté pour les Institutions de bienfaisance.

2nd Ed.



dont Elle a donné une nouvelle preuve en s'inter-  
disant de statuer définitivement sur les rapports entre  
les créanciers et les débiteurs, et en réservant cette matière  
à la délibération de la Liète. Il exposera les dispositions  
du projet de la loi à cet égard. Il fera sentir leur  
équité, leur convenance, et les bons salaires  
qu'elles vont produire tant pour le bien public et  
particulier, que pour le commerce et l'agriculture.

Il exhortera les chambres à procéder dans leurs  
discussions avec tout le calme et toute la réflexion  
qu'elles exigent à maintenir l'union et la concorde,  
à bannir tout esprit de parti toute vue personnelle,  
à n'envisager que le bien public, à se consacrer à  
l'amour de la Patrie. Le dessein par lequel il est  
Il les avertira de la vive sollicitude avec laquelle leur  
conduite sera observée par leurs compatriotes, sur les  
destinées desquels, elle ne peut manquer d'avoir une  
si puissante influence.

Avenir.

L'Orateur passera successivement à la troisième  
et dernière partie de son discours laquelle doit  
renfermer une esquisse rapide des espérances

mieux fondées que présente l'avenir. Il établira  
d'abord ses espérances sur la perspective d'une solide  
et longue paix qui offrira les liens d'amitié  
particuliers qui unissent Sa Majesté à toutes  
les puissances de l'Europe, sur les relations de  
bon voisinage qui subsistent avec les états limi-  
trophes et sur la jouissance qui doit s'en suivre  
de tous les avantages que Sa Majesté a voulu  
procurer à ce pays par les actes relatifs à son  
existence; sur le respect religieux de Sa Majesté  
pour la foi des Traités sur la scrupuleuse fidélité  
à remplir tous ses engagements sur le caractère  
de sa politique dégagé de toute vue ambitieuse  
et tendante uniquement à assurer la permanence  
de l'ordre actuel de choses par le triomphe des  
principes de la morale chrétienne et de la justice  
dont elle est ainsi que par le sentiment universel de bien être  
et de dignité qui doit en résulter.

Il établira encore ses espérances sur les dispositions  
constamment bienveillantes de Sa Majesté à l'égard  
de ce pays et de ses habitants: sur la sagesse et la

que



que Lui prouve le spectacle de l'amour et de la  
confiance qu'on Lui porte sur son désir de voir  
les institutions particulières à ce pays réussir et prospérer  
au point de pouvoir servir de modèle à ses autres  
provinces, et de Lui fournir des conseils sages  
par l'expérience. Son amour plus tendre à  
un régime - aussi salutaire, sur la présence de  
S. A. I. M. le Grand Duc Constantin, laquelle  
contribue si puissamment à resserrer les liens mutuels  
qui doivent unir les Polonois à la famille de leurs  
Souverains, et à rendre d'autant plus indissoluble  
cette chaîne d'affection réciproque, tout et dire  
le premier amicalement on s'agit dans  
la Cour de la Pologne.

L'Empereur ne neg guère pas cette vérité, et  
même s'efforce à l'écarter. L'on attend d'ailleurs  
vient de reprendre sur les institutions nationales  
en un mot, et de les faire revivre dans les  
provinces qui Lui appartiennent, par une manière  
et en conservant une telle utilité, et de cette  
manière, pour en tirer tous les avantages.

celle de représentant, que l'amour de la patrie  
des habitants de la Capitale lui ont donné.

Et d'abord, après ces expériences faites dans les  
royaumes du Gouvernement, qui dans ses travaux ne  
s'occupe pas seulement du moment actuel, mais  
qui s'occupe à l'avenir, qui s'efforce pour recueillir.

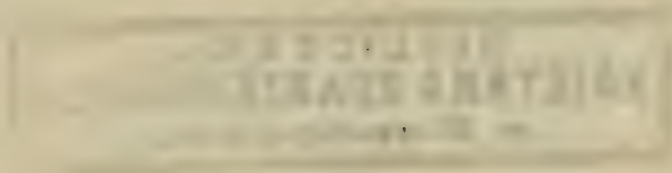
Il annoncera que le temps des épreuves est passé,  
qu'il est de la puissance qu'elle ont repoussée  
approche, et finira par déclarer qu'il ne  
croit pas créer une vaine attente, en  
promettant que le tableau qui sera présenté  
le à la prochaine Diète offrira à la  
vue et une plus grande abondance  
de fruits et une plus grande richesse  
de couleurs.



*Handwritten text, possibly a library inventory or list of books, including names like "Kajetana Kraszewskiego" and "w Romanowie".*

**BIBLIOTEKA  
KAJETANA KRASZEWSKIEGO  
w Romanowie.**

*Vertical handwritten notes on the right margin, including words like "tome", "v", "tit", and "ala".*





Le Ministre Secrétaire D'Etat a  
l'honneur de soumettre à S. E. le Lieutenant  
la volonté De S. M. l'Empereur et  
Roi, dans les termes suivans :

« S. M. l'Empereur et Roi Déclare  
à son Lieutenant en conseil que son  
intention étoit de convoquer la Diète  
à Varsovie au commencement du mois  
d'Avril de l'année prochaine; Elle veut :

1<sup>o</sup> Que le Lieutenant procède à convoquer  
sans délai les diétines et assemblées  
communales, ordonnées par le Décret  
du 15<sup>o</sup> mars 1816, le quel a été le Lieutenant  
De tous les pleins-pouvoirs nécessaires pour  
cet objet, et au moyen des quels les  
Dispositions de l'art. 6 du dit Décret, et  
ainsi que des articles 33 et 34 du Statut  
organique sur la Représentation nationale  
en Date du 19. 9<sup>bre</sup> 1815, doivent être  
accomplies.

2<sup>o</sup> Que conformément à l'art. 122 de la  
Charte Constitutionnelle et portant : Qu'une

fonctionnaire public, civil et militaire, ne peut être  
choisi membre de la chambre des nonces, sans  
avoir obtenu au préalable le consentement de  
l'Autorité dont il dépend. Le Lieutenant  
recevra incontinent un règlement prescrivant  
la manière de demander et d'obtenir ces  
sortes de permissions. — S. M. abandonne  
à la sagesse du Lieutenant le soin de  
d'accorder ou refuser ces ~~sortes de~~ permissions  
aux fonctionnaires civils, qui auraient  
rempli les conditions prescrites par l'art.  
121 de la Charte, selon qu'il le jugera  
utile ou nuisible au ~~bon~~ service  
public. — Quant aux permissions  
qui pourraient être accordées aux militaires,  
S. M. enjoint au Lieutenant de s'entendre  
à cet égard avec S. A. H. M. le Grand Duc  
Constantin, tant, quant aux <sup>mesures</sup> ~~mesures~~ <sup>particulières</sup> ~~particulières~~ que S. A. H. désirerait prescrire  
à cet égard, que sans le choix des militaires  
aux quels S. A. H. daignerait permettre de  
participer à ce bienfait. — Dans S. M.  
se flatte que, quoiqu'il puisse arriver



le règlement sera rendu après le temps, pour  
que les fonctionnaires publics qui obtiendront  
la susdite permission, puissent être  
présentés au choix des <sup>municipales</sup> assemblées  
communales ou Diétines

à remplir  
L'objet le plus difficile, et qui  
<sup>pourrait plus</sup>  
~~maintenant ne peut être remis, étant~~  
avec exactitude, était  
de prescrire les ~~les~~ matières qui devaient  
être portées aux délibérations de la  
Diète. Cependant après ~~les avoir~~  
un ~~sur~~ examen:  
~~neuf~~ ~~ont~~ ~~été~~ ~~fixés~~; trois  
d'entre elles ont été désignées par  
e. H., et leur importance ne saurait  
~~échapper~~ à manquer <sup>d'attirer</sup> l'attention  
du Lieutenant en Conseil. Toutes les  
trois devaient immédiatement des attributions  
constitutionnelles de la Diète.

L'art. 90. De la Charte Constitutionnelle  
convoque les représentants de la Nation  
pour délibérer sur les lois criminelles;  
et il n'y a pas de doute que le besoin  
d'une réforme se fait aujourd'hui  
très fortement sentir dans cette partie

6<sup>e</sup> de la législation du grand royaume.

La pologne semble être divisée en  
deux royaumes, sous le rapport des  
lois pénales. Elles sont en parties réglées  
sur le code criminel autrichien, et en  
partie sur le code criminel prussien  
et encore n'est-ce qu'à quelques égards  
à beaucoup d'autres, elles sont basées  
sur l'ancien code de droit polonais.  
Ce défaut d'uniformité dans la marche  
de cette importante partie de l'adminis-  
tration, entraîne des inconvénients  
qu'il serait superflu <sup>de rechercher</sup> de détailler;  
puis qu'il se font aisément remarquer;  
mais <sup>auxquels</sup> ~~qu'il~~ est indispensable de  
remédier, par la création d'un  
nouveau code criminel <sup>polonais</sup> uniforme pour  
tout le royaume, à la longueur des  
procédures, aux incertitudes dans  
l'application des peines, et à la  
confusion des tribunaux <sup>irregularités</sup> qui doivent  
nécessairement résulter de l'ordre de  
choses actuel. Le <sup>ce</sup> ~~susdit~~ code pénal



être terminée avant l'époque fixée  
pour la prochaine Diète, et S. M.  
désire vivement que cela soit. Les  
matériaux sont tout préparés et sous  
la main : les codes criminels autrichien,  
prussien et français les renferment  
tous, et particulièrement les dispositions  
que la sagesse ne saurait méconnaître;  
il ne s'agit plus que de les rassembler  
de les <sup>rendre uniforme</sup> conformer entre eux et, les  
adaptant à l'état <sup>moral</sup> et matériel du  
pays, d'en faire un tout véritablement  
national. — En conséquence, S. M. desire

3<sup>o</sup> Que le Lieutenant ordonne à la  
Com<sup>on</sup> qui est déjà chargée de revoir la  
procédure criminelle, de commencer sans  
délai le travail du nouveau code criminel,  
et, que pour accélérer les opérations de  
cette Com<sup>on</sup>, il lui adjoigne les  
personnes qu'il croira susceptibles  
de pouvoir lui aider partager ces  
travaux. — Si cependant on reconnaît  
l'impossibilité

L'impossibilité de terminer entière-  
-ment un nouveau code de lois  
criminelles avant l'époque du  
rassemblement de la prochaine Diète;  
il est toujours indispensable que la  
susdite Commission prépare un  
projet des changements qu'il sera que  
résulteront de ces nouvelles lois en  
général, ou d'une seule; avec le  
sommaire de ces lois ainsi que des  
cas où ces changements auraient été  
reconnus le plus indispensables.

S. M. l'Empereur & Roi n'ignore  
pas que l'opinion publique demande  
aussi des changements dans plusieurs  
parties du code civil; mais Elle  
sait aussi que l'établissement d'un  
nouveau code civil ne saurait être  
l'ouvrage de quelques mois. Le  
code criminel ne concerne qu'un certain  
nombre d'individus, tandis que le  
code civil établit tous les rapports

reciproques



100  
qui doivent exister entre les citoyens;  
il fixe leur existence, et ~~regle~~ assure leurs  
propriétés. et les ~~faits~~ de leurs travaux  
Un ouvrage d'une telle importance ne  
pourrait jamais être ~~très~~ <sup>assez</sup> approfondi, ni  
~~très~~ <sup>assez</sup> pris en considération.  
Il y a cependant quelques points du code-  
civil qui demandent de prompts chan-  
gements: le titre relatif aux officiers de  
l'état civil, dont l'application à la  
prologne est véritablement impossible;  
les lois relatives aux provinces sur les limites,  
qui ne sont ni prévues, ni désignées  
dans le code français; les lois hypothécaires,  
que l'expérience a fait reconnaître comme  
bien inférieures aux règlements provinciaux  
sur cette matière; le titre relatif aux  
mariages et aux divorces qui, même en  
France, a éprouvé beaucoup de  
changements depuis la chute du  
gouvernement impérial.

Ces points pourraient être aussi  
en s'occupant  
l'objet d'un travail préparatoire et le

commencement des changements que d'innover  
le code civil.

Par conséquent, S. M. Desirait:

4<sup>e</sup> Que le Lieutenant nommât incessamment  
une commission pour modifier les sus-dit  
proposés dans le code civil; ainsi que tous  
ceux dont le changement serait reconnu  
indispensable, afin de les adapter aux  
usages du pays, à l'état de la  
civilisation et aux circonstances locales,  
en sorte qu'ils puissent être portés,  
comme projets de lois, aux délibérations  
de la Diète

Le troisième article que S. M. considère  
comme très important et demandant beaucoup  
de circonspection; c'est de fixer définitivement  
les rapports entre les créanciers et leurs  
Débiteurs, rapports que S. M. a déterminés  
provisoirement par son Décret du 4<sup>e</sup> juillet  
année courante; c'est de trouver le moyen  
d'annihiler définitivement la loi du  
Moratoire, ainsi que S. M. s'est résolu  
par l'art. 8 du susdit décret, de le  
proposer à la première Diète qu'il lui  
plairait de convoquer. — Il est  
évident



évaluent par la chose même, que la  
 Diète n'aura le droit que de prononcer  
 définitivement sur les réglemens apportant  
 des changemens dans les rapports  
 réciproques entre <sup>les</sup> citoyens, qu'elle représente,  
 et modifiant seulement dans les lois  
 civiles, les objets sur les quels, conformément  
 à l'art. 90 de la charte constitutionnelle,  
 la Diète peut statuer. (Art. 19 de la  
 loi civile.) — Enfin, il appartient à  
 la Diète de prononcer sur la diminution  
 du taux des intérêts légaux, proposée  
 à S. M. Dan. le projet de décret qui  
 lui fut présenté sous la date du 4 fév.  
 année courante, et comme la Diète de  
 1811 en a fixé le taux actuel,  
 pour cette raison, S. M. veut:

Que le Lieutenant enjointe à  
 la Commission de la Justice de  
 préparer le projet de loi relatif à  
 la suppression du Moratoire, le  
 quel après avoir été discuté dans le

Conseil d'Etat doit être porté à la  
prochaine Diète. Ce projet pourrait  
être combiné avec les dispositions du  
Décret de S. M., et les moyens qui  
pourroient être encore jugés utiles et  
efficaces.

Quant à ce qui concerne le budget;  
il n'est pas dans l'intention de S. M.  
de le soumettre à la décision de la  
Diète, et cela par des motifs que le  
Lieutenant et le Conseil de recommandent  
certainement pour <sup>équitable</sup> ~~utiles~~. — L'art. 169  
de la Constitution accorde au Souverain  
le droit de régler le premier budget  
d'après l'avis du Conseil; par conséquent  
la Diète ne peut délibérer que sur  
le premier budget réglé par le Roi;  
et comme dans le <sup>par nouveau budget, l'on</sup> budget renouvelé  
~~établir~~ <sup>saurait voir</sup> l'on ne peut voir que  
ne saurait comprendre que  
l'introduction d'un nouveau système  
de finance; S. M. (également sensible  
également à cœur de voir  
à ce que les attributions constitutionnelles  
de la Diète soient respectées, qu'à la



96  
conserver les pouvoirs accordés au Roi  
par cette même charte, ne peut  
employer la Diète à délibérer sur  
le budget, que lorsqu'il ~~est réglé par~~  
le Roi règle ce budget en rendant  
les premières lois financières. —  
Indépendamment de cela, il paraît  
totalement impossible d'établir un  
système de finances stable et  
complet tant que la dette publique  
de l'Etat, garantie par l'article  
108 de la charte constitutionnelle,  
n'est pas liquidée, quoiqu'elle  
ne soit <sup>pas</sup> loin de l'être. Quand on  
aura reconnu le montant de cette dette  
ainsi que des charges qui en résulteront  
pour le trésor, lors qu'un nouveau  
projet de lois financières aura été  
approfondi, et s'il est nécessaire,  
discuté de nouveau dans le conseil  
d'Etat, alors il sera converti en  
loi, directement par S. M. l'Empereur  
et Roi, conformément en vertu de

l'art.

l'art: 162 de la Charte Constitutionnelle.  
Au reste S. M. <sup>l'Empereur et Roi</sup> (croit avoir suffisamment  
ces Droits à la reconnaissance de Ses  
Sujets polonais, pour pouvoir espérer  
qu'ils ne craindront pas que S. M.  
abuse des <sup>ces</sup> prérogatives constitu-  
tionnelles. —

S. M. l'Empereur & Roi ordonne  
aussi à Son Lieutenant:

6<sup>e</sup>. D'enjoindre au Conseil d'Etat  
de préparer le rapport annuel de sa  
gestion, qu'il doit, conformément aux  
art: 92 & 106 de la charte constitutionnelle,  
et à l'art: 154 du Statut sur la  
représentation nationale, Le doit  
remettre au Sénat; ainsi que  
le rapport général sur la situation  
du pays, dont il est fait mention  
dans les susdits articles

7<sup>e</sup>. De présenter à S. M. un  
projet de décret fixant, une fois pour  
toutes, les frais de table et de  
représentation, qu'Elle <sup>trouve</sup> avait très

naturel.



naturel et très juste d'attacher à la  
Dignité de Maréchal de la Diète;  
afin de subvenir aux dépenses qu'en-  
traîne nécessairement cette fonction; et  
auxquelles dépenses qui pourraient  
souvent dépasser les moyens de ceux  
qui seraient appelés à <sup>(cette charge)</sup> la remplir.

8°. D'envoyer à S. M. la liste  
des nonces et députés, aussitôt que  
les élections seront terminées.

S. M. croit inutile de faire  
remarque au Lieutenant que, dans  
la convocation des Diétines, il doit  
procéder selon l'esprit du Décret  
Royal sus-mentionné, et en date du  
15/7 mars 1816; et que, conformément  
aux articles 125 & 130 de la Charte,  
après l'élection des nonces et députés,  
il doit être élu des choisis des  
membres de conseils de Salatinats  
et former des listes de candidats aux

fonctions

fonctions administratives).

C'est dans le fond, le seul moyen  
d'assurer aux citoyens le libre exercice  
<sup>tous les</sup> des Droits qui leur sont accordés  
par la Constitution. Et ~~puisque~~  
les Conseils de palatinats étant  
chargés du choix des Juges aux  
deux premières instances, c'est aussi  
là ~~le seul~~ le seul moyen d'atteindre  
le but tant désiré de la réforme  
de la judicature provisoire actuelle;  
la quelle Sa Majesté désirerait  
vivement voir remplacée par une  
nouvelle judicature constitutionnelle;  
et cela, s'il était possible, avant  
la prochaine assemblée des  
représentants de la Nation polonaise  
à Petersbourg le <sup>26 août</sup> 5. septembre 1817.

Signé Sobolewski

au Lieutenant en Conseil













